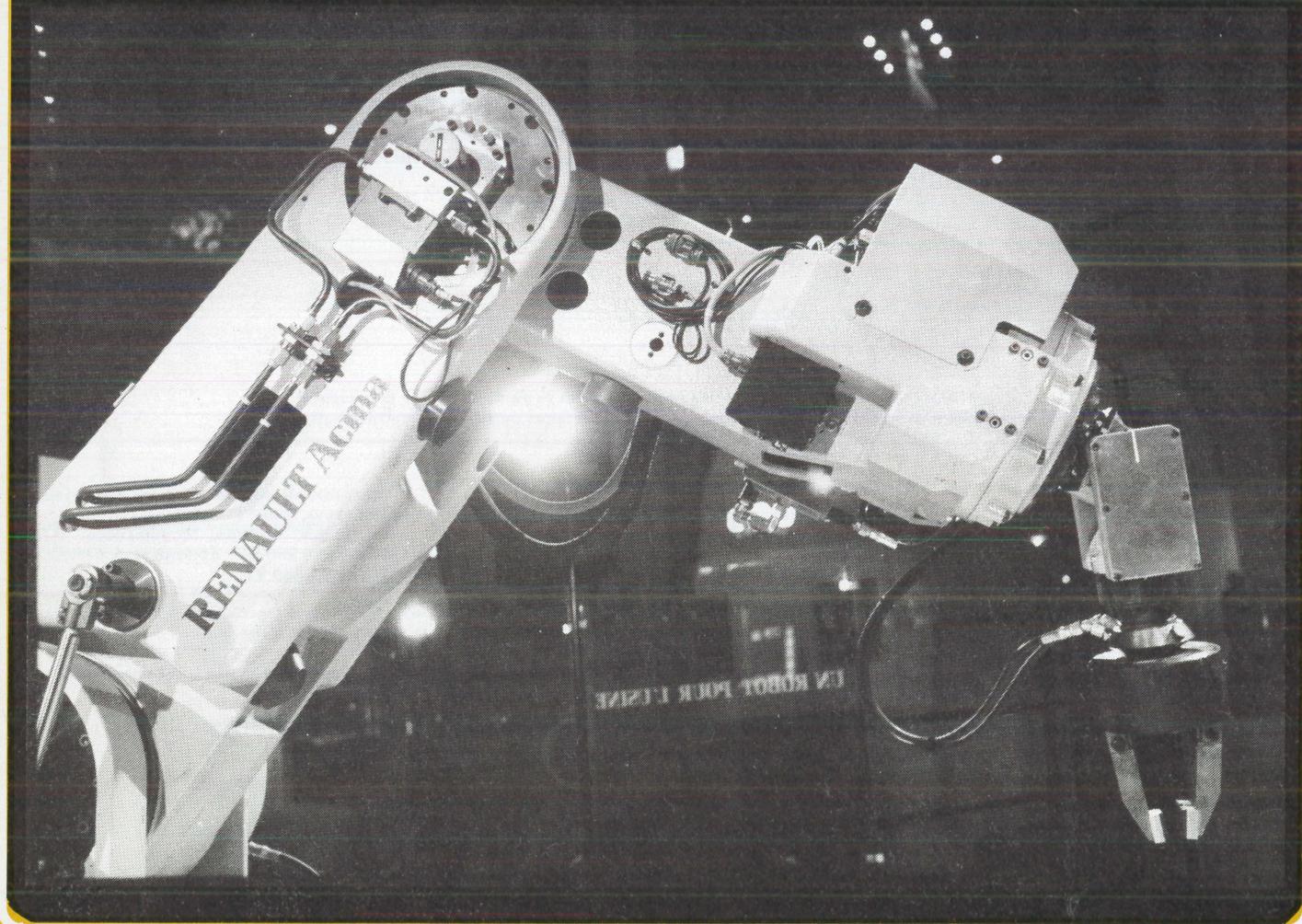


INPRECOR

Numéro 231 du 1er décembre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

FRANCE

La crise, l'ouvrier et le robot



AFRIQUE DU SUD

Débat autour du double pouvoir

Sommaire du numéro 231 du 1er décembre 1986

3	PHILIPPINES	Le général Ramos sort de l'ombre	David CAMERON
4	—	Message de solidarité au KMU et au Partido ng Bayan	DOCUMENT
5	AFRIQUE DU SUD	Débat autour du double pouvoir	Peter BLUMER
10	FRANCE	La crise, l'ouvrier et le robot	Michel MOREL
17	COREE DU SUD	Durcissement du régime de Séoul	David CAMERON
20	NICARAGUA	Il y a vingt-cinq ans, naissait le FSLN	DOCUMENT
21	—	Carlos Fonseca, maillon vital ; interview de Tomas Borge	Propos recueillis par ALAI

22	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	FEMMES : Rencontre des féministes socialistes. MILITARISATION : Forum du mouvement pacifiste catalan. REVUES : Chroniques vietnamiennes. GUATEMALA : Communiqué de l'URNG. ETATS-UNIS : Une nouvelle loi anti-immigrés. MEXIQUE : Contre la dette extérieure. GRANDE-BRETAGNE : Justice pour les mineurs.		

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Le général Ramos sort de l'ombre

Echec pour Enrile, mais victoire pour l'armée et pour Washington

La destitution de Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense dans le gouvernement de Cory Aquino, constitue le point culminant d'une période de montée de tensions au sein de ce gouvernement, de plus en plus apparentes ces dernières semaines (1). Sur la base des informations dont on dispose actuellement, il semble que des militaires proches d'Enrile, qu'ils fussent ou non dirigés par lui, ont tenté dans la nuit du 22 au 23 novembre un coup d'Etat dont l'objectif aurait été de restaurer l'ancienne Assemblée nationale, élue sous Marcos, et d'organiser de nouvelles élections présidentielles.

Le putsch, dont on ignore jusqu'à quel point on l'a laissé se développer, a échoué essentiellement en raison du soutien accordé à la présidence par la majeure partie de la hiérarchie militaire, notamment par le chef de l'Etat-major, le général Fidel Ramos. Par la suite, Aquino a consacré la rupture avec

Enrile en demandant et obtenant sa démission ainsi que celle de tout son gouvernement. Il a été remplacé par l'ancien vice-ministre de la Défense Rafael Iletto, proche de Ramos.

C'est à partir du rôle joué par le général Ramos, qui occupe une place de plus en plus centrale dans la vie politique philippine, que nous pouvons comprendre la signification des derniers événements et le sens dans lequel la crise rampante du gouvernement Aquino a été résolue. En effet, si Enrile sort perdant de cette épreuve de forces, le nouveau bloc Aquino-Ramos est aussi dirigé contre les éléments les plus libéraux et bourgeois réformistes du gouvernement et, plus largement, contre la gauche philippine, aussi bien dans son expression légale que dans ses forces clandestines et armées. Dans l'article présent, nous reconstituons les événements qui ont conduit au dénouement du 23 novembre.

David CAMERON

La dernière phase de la crise du gouvernement Aquino issu de la « révolution de février » a commencé dix jours avant la destitution d'Enrile. Au moment de la visite de la présidente au Japon, le bruit courait à Manille d'un coup d'Etat militaire surnommé « God Save The Queen » dont le but aurait été l'élimination politique et peut-être physique de personnalités, au gouvernement et ailleurs, qualifiées de « communistes » ou de « pro-communistes ». Dans ce scénario, Aquino aurait été gardée à la tête de l'Etat mais avec les mêmes attributs que la reine d'Angleterre, c'est-à-dire sans pouvoir.

L'ASSASSINAT D'OLALIA

Ces projets semblent avoir été bloqués par le général Ramos, dont nous verrons les objectifs propres dans la suite de l'article. En même temps, le 13 novembre, furent retrouvés dans une banlieue de Manille les cadavres de Rolando Olalia, président de la centrale syndicale du Mouvement du premier mai (KMU) ainsi que du Partido ng Bayan, et celui de son chauffeur, Leonora Alayay. Les deux hommes avaient disparu la veille après avoir participé à une réunion syndicale. Indépendamment de l'identité exacte des tueurs ou même de leurs commanditaires directs, la responsabilité morale d'Enrile et des militaires qui lui sont proches est écrasante. L'assassinat d'Olalia constituait en quelque sorte l'application précoce de la politique d'Enrile visant à briser la gauche philippine à court terme par un retour aux méthodes de terreur. Et c'est sur le ministre de la Défense qu'a rejailli la réaction populaire contre ce crime, affaiblissant de la sorte sa position.

La réaction de la gauche et du mouvement populaire fut prudente, voire hésitante. Le 14 novembre, quelques milliers de manifestants exigeaient le départ d'Enrile. Mais une grève générale

à Manille le 17 novembre ne connut qu'un succès mitigé. Il faut y voir sans doute un signe de l'hésitation des masses, voire des dirigeants de la gauche, devant le risque de donner un prétexte aux militaires les plus réactionnaires pour intervenir. En revanche, la manifestation du 20 novembre, jour des funérailles d'Olalia, fut massive, environ 100 000 personnes défilant à Manille, la plus grosse manifestation depuis la « révolution de février ». Mais alors que de nombreux manifestants exigeaient la démission d'Enrile, les organisateurs soulignaient que cette démonstration de force n'était pas dirigée contre la présidente Aquino. « *(La manifestation) n'est pas du tout dirigée contre elle* » déclara J. V. Bautista, responsable de la coalition de gauche Bayan, « *Rien de tout cela n'est dirigé contre elle. C'est pourquoi nous avons pris un soin exceptionnel pour que les actions de protestation ne se transforment pas en quelque chose de violent ou en un affrontement* » (2).

Quant aux forces clandestines du Front national démocratique (NDF) et de la Nouvelle armée du peuple (NPA) qui négocient actuellement avec le gouvernement un accord de cessez-le-feu, elles ont également fait preuve de prudence. Leurs représentants, Antonio Zumel et Saturnino Ocampo, ont suspendu les négociations après l'assassinat d'Olalia en exigeant qu'Aquino contrôle les militaires et punisse les responsables du crime. Mais ils ont ajouté que « *la porte reste ouverte à la négociation* » (3).

LE ROLE DE RAMOS

C'est au cours de la semaine qui suivit l'assassinat de Rolando Olalia que le général Ramos intervint de manière décisive dans le bras de fer entre Aquino et Enrile. A la fin octobre, les deux camps se réclamaient de son appui. D'après un militaire proche d'Enrile : « *Il peut avoir ses doutes, mais le moment venu, il sera*

avec nous ». Cependant, un conseiller d'Aquino confiait : « *S'il n'est pas avec nous, alors nous avons commis une erreur de jugement fatale. Nous nous sommes tranchés la gorge et nous le méritons* » (4).

Le fait qu'au cours des derniers événements Ramos a soutenu Aquino ne montre pourtant pas que la question était déjà réglée au moment de ces deux déclarations, car le général Ramos a joué ces dernières semaines son propre jeu, qui est sans doute celui qui s'accorde le plus à la politique prônée par Washington. En effet, l'administration Reagan a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle considérait les ambitions personnelles d'Enrile comme déstabilisatrices. Le chef de l'Etat-major et ses amis nord-américains sont donc d'accord pour le maintien au pouvoir d'Aquino dans un cadre plus ou moins démocratique à deux conditions : d'abord, il veut avoir les coudées franches pour mener la guerre contre la NPA, donc limiter le plus possible la durée d'un cessez-le-feu et empêcher d'éventuelles concessions politiques à la guérilla, ensuite, il exige le départ des ministres les plus « à gauche » du gouvernement. Sur ces deux points, Ramos défend d'une manière un peu plus flexible la même ligne qu'Enrile.

Dans une déclaration publique étonnante, Ramos a reconnu le 21 novembre avoir soumis au nom de la hiérarchie militaire une liste de revendications sous forme d'ultimatum, qui comportait notamment le « *remplacement immédiat* » de certains membres du gouvernement (5).

1. Voir l'article de Paul Petitjean, « L'évolution de la gauche et les divisions du gouvernement » dans *Inprecor* numéro 230 du 17 novembre 1986.

2. *International Herald Tribune* du 21 novembre 1986.

3. *Idem*.

4. *International Herald Tribune* du 28 octobre 1986.

5. *International Herald Tribune* du 22-23 novembre 1986.

Les trois dont les militaires demanderaient avec le plus d'insistance le départ sont « Bobbit » Sanchez, ministre du Travail, Aquilino Pimentel, ministre de l'Administration locale, et « Joker » Arroyo, secrétaire exécutif à la présidence. Le fait qu'Aquino a démis son propre gouvernement tout entier est sans doute le prélude à un remaniement dans le sens souhaité par l'Etat-major.

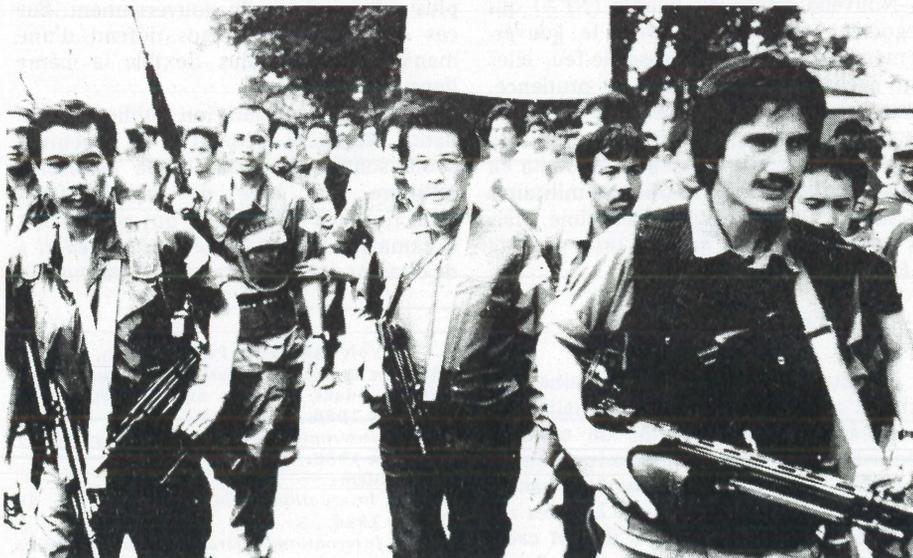
Sur le plan des négociations avec la guérilla, dans son intervention à la télévision philippine le 23 novembre après la résolution de la crise, la présidente a lancé un véritable ultimatum au NDF et à la NPA exigeant qu'ils acceptent un cessez-le-feu au plus tard le 30 novembre. Ceci est bien dans la ligne de Ramos, qui, au cours des dernières négociations, avait donné l'ordre de « traquer, engager et neutraliser sans relâche les terroristes PCP-NPA » (6). Il a d'ailleurs déployé 70 bataillons de l'armée contre la NPA, alors qu'en 1985, sous Marcos, il n'y en avait que 56 (7).

UNE NOUVELLE SITUATION

L'issue de la longue crise du gouvernement Aquino constitue donc une victoire pour Ramos, pour la hiérarchie militaire et pour Washington. Cela représente un renforcement du rôle des militaires dans la vie politique, tout en gardant pour l'instant la forme démocratique issue de la « révolution de février ». Restent une série de questions en suspens. Il faut attendre pour voir si les partisans d'Enrile, notamment parmi les colonels de l'armée, les soi-disants « jeunes Turcs », s'avouent battus. Il faut également voir de quel pouvoir et de quelle marge de manœuvre dispose Aquino dans la nouvelle situation, dans laquelle son projet de référendum constitutionnel en février 1987 suivi d'élections trois mois plus tard sera peut-être modifié.

Pour la gauche et le mouvement populaire, les derniers événements modifient les conditions de son combat. L'« espace démocratique » créé par la révolution de février se maintiendra mais la marge de manœuvre de la gauche légale

Juan Ponce Enrile (au centre) au cours de la « révolution de février ». (DR)



Message de solidarité au KMU et au Partido ng Bayan

Rolando Olalia était président de la centrale syndicale Mouvement du 1er mai (KMU), laquelle avait été fondée par son père, Felixberto, le 1er mai 1980 (1). Felixberto est mort en décembre 1983 après que sa santé eût été gravement minée par neuf mois de détention dans les prisons de Marcos. Rolando Olalia était aussi président du Partido ng Bayan (PnB), créé à la fin août 1986 (2). Nous publions ci-dessous un message envoyé par le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale au KMU et au PnB.

Chers camarades du KMU et du Partido ng Bayan,

C'était avec consternation et une profonde tristesse que nous avons appris la nouvelle de l'assassinat brutal de Rolando Olalia, président du KMU et du Partido ng Bayan. En ce moment difficile, nous tenons à vous assurer de notre solidarité pleine et totale. Nous vous demandons de communiquer à la famille, aux amis et aux camarades de « Lando » Olalia nos condoléances les plus sincères. Nous appelons tous les militants ouvriers, progressistes et démocratiques à se joindre aux actions de protestations lancées en riposte à ce meurtre dans de nombreux pays du monde.

Rolando Olalia fut torturé et abattu parce qu'il était devenu un symbole du mouvement ouvrier philippin, du syndicalisme lutte de classes aussi bien que de la gauche philippine. De nombreux cadres du mouvement ouvrier et populaire ont disparu et disparaissent toujours après qu'il est tombé.

Mais ce nouveau crime de la réaction capitaliste est spécialement grave parce que c'est la première fois qu'un dirigeant national de la gauche légale a été enlevé et assassiné de cette manière à Manille même. Cette action vient à la suite de maintes actions provocatrices organisées par les militaires, notamment l'arrestation de Rodolfo Salas en octobre (3).

L'objectif de tout cela est clair : bloquer toute extension des droits démocratiques, mettre en question ce que le mouvement ouvrier et populaire a obtenu par sa lutte depuis février 1986, recréer un climat de terreur et préparer la voie pour un retour à un ordre dictatorial.

Le meurtre de Rolando Olalia ne doit pas rester impuni et il ne le sera pas. Son combat pour la classe ouvrière et les masses laborieuses des Philippines continue sans relâche. Aujourd'hui, plus que jamais, il est essentiel de construire une solidarité active avec le mouvement ouvrier et populaire philippin. ■

Secrétariat unifié de la IVe Internationale,
14 novembre 1986.

1. Nous avons publié une interview de Rolando Olalia dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984.

2. *Inprecor* a publié une interview de José Maria Sison, un des fondateurs du PnB, dans son dernier numéro 230 daté du 17 novembre 1986.

3. Rodolfo Salas est un des principaux dirigeants du Parti communiste des Philippines (PCP). Il est accusé d'en avoir été le président de 1977 à 1986.

va sans doute se réduire sur le terrain politique aussi bien que syndical. Le jour même de l'enterrement d'Olalia, Aquino déclarait devant une assistance d'hommes d'affaires nord-américains que « les relations entre les travailleurs et le

patronat vont être améliorées » et qu'« aucune grève ni lockout illégaux ne seront tolérés » (8). Et la possibilité de négociations portant sur le fond politique avec la guérilla semble très éloignée.

A plus long terme, la confirmation du glissement à droite du gouvernement Aquino, déjà visible depuis plusieurs mois, laisse de côté tous les problèmes fondamentaux. Il est encore plus clair que ce n'est pas ce régime qui va résoudre la question agraire ni s'attaquer aux conséquences néfastes pour toute la société de la domination du pays par l'impérialisme et de sa dépendance accrue vis-à-vis du marché mondial. Ce sont ces questions-là qu'il incombe au mouvement ouvrier et populaire de résoudre dans la nouvelle situation ouverte par les événements du 23 novembre. ■

David CAMERON,
24 novembre 1986.

6. *International Herald Tribune* du 12 novembre 1986.

7. *Idem*.

8. *Guardian* (New York) du 12 novembre 1986.

Débat autour du double pouvoir

L'ÉTAT d'urgence décrété en juin 1986 a sérieusement gêné le mouvement de masse. Ses effets sur les luttes de résistance sont pourtant contradictoires. S'il entrave effectivement les possibilités de lutte, notamment dans les townships, il favorise en même temps des formes nouvelles d'unité et d'organisation. Pour peu que cette mesure gouvernementale ait cherché à infliger une défaite au mouvement noir le résultat n'est pas atteint. Au contraire, des événements comme la grève de 300 000 mineurs le 1er octobre attestent du degré de combativité de la population opprimée. Mais cela n'ôte rien des difficultés que rencontrent depuis cinq mois les différentes organisations et leurs directions ni des coups durs qu'elles subissent.

Le pouvoir a cherché à désorganiser le mouvement en frappant à sa tête, en emprisonnant des milliers de dirigeants

Peter BLUMER

Il est impossible de savoir à l'heure actuelle si on assiste à un débat d'orientation au sein de la direction de l'ANC. Pour le moment ce qui apparaît est une discussion sur l'appréciation du mouvement d'auto-organisation et les mots d'ordre qui doivent en découler. Mais il n'est pas possible de préciser si cela a des conséquences dès maintenant sur la pratique réelle de l'ANC à l'intérieur du pays et sous quelle forme. Les prises de position en question apparaissent à l'extérieur, au sein de la direction en exil. Les articles pris en considération ici, signés de pseudonymes, ne peuvent être connus par un large public militant sur le front intérieur et ne peuvent pas suivre les dispositions légales en vigueur en Afrique du Sud être cités dans la presse. Ce débat est donc important dans la mesure où il implique des structures de direction. Mais il est impossible, en revanche, d'apprécier les conséquences à court terme qu'il pourrait avoir dans les actions de l'ANC.

SUR LES FORMES D'ORGANISATION POPULAIRE

Pour préciser un peu mieux le cadre de ces échanges d'arguments, il convient de remarquer que la presse du Parti communiste sud-africain (SACP) et celle de l'ANC se font simultanément l'écho des mêmes préoccupations. C'est en effet à quelques semaines de distance qu'ont été publiés dans *Sechaba*, le bulletin de l'ANC, et dans *The African Communist*, l'organe du SACP, des articles de fond sur les mêmes sujets. Mais le plus intéressant est que les questions traitées dans ce débat soulèvent tout autant les problèmes des rapports de force que ceux

des formes d'auto-organisation et des perspectives futures de la révolution sud-africaine.

La fin de l'année 1985 et le début de l'année 1986 avaient été marqués par de nouveaux progrès dans l'organisation à la base du mouvement de masse. Des actions telles que le boycott des commerces blancs et le boycott scolaire avaient donné de nouvelles responsabilités aux organisations communautaires. L'inégalité d'activité et de mobilisation selon les endroits constituaient autant de tests pour les discussions en cours sur la structuration de tout le mouvement de libération national. Les luttes offensives de l'année 1985 avaient mis à l'épreuve des formes d'organisation (syndicats, associations communautaires, organisations de jeunesse) somme toute assez récentes. Le degré de solidarité et de démocratie interne, le niveau de coordination régionale et nationale ainsi que le lien entre communautés et syndicats étaient et restent autant de points en discussion. Le développement inquiétant des groupes de « vigilantes » qui attaquent les organisations progressistes et exécutent leurs militants a enfin suscité la mise en place de nouvelles formes d'autodéfense.

C'est dans ce contexte que sont apparues des structures supérieures d'organisation dans les townships. Dans plusieurs cas, tout d'abord, se sont formés des comités de rue dont le but est de mieux encadrer la population d'un quartier et si possible de coordonner les campagnes politiques. Ces comités ont vu le jour dans des situations assez diverses, dans la région de Port Elizabeth, à Port Alfred ou dans le township d'Alexandra.

En dehors de ces cas, la coordination des associations civiques déjà existantes et l'amélioration de leurs relations avec les syndicats du COSATU ont souvent rendu plus effective l'unité à la base.

intermédiaires, en rendant de plus en plus précaire et compliqué le fonctionnement des organisations de masse. Des menaces pèsent maintenant sur la légalité du Front démocratique uni (UDF), une question que le gouvernement lie de toute évidence aux sanctions votées par le Congrès américain et aux aides financières venant de ce pays (1).

Dans la situation actuelle l'évaluation de la conjoncture n'est pas chose aisée. L'état d'urgence combiné à des difficultés objectives du mouvement de masse rend difficile la perception des rapports de forces réels. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les positions prises par le Congrès national africain (ANC) ainsi que les variations qui apparaissent dans sa presse sur le thème du « double pouvoir », ce que nous allons analyser dans l'article présent.

Mais cette évolution est restée inégale compte tenu de la répression et de la disparité des situations politiques selon les régions, au Cap d'abord où, selon beaucoup d'observateurs, l'issue dramatique des affrontements de Crossroads a porté un coup à l'ensemble du mouvement de masse de la péninsule (2), mais aussi au Natal, où le mouvement Inkatha du chef Gatsha Buthelezi continue à encadrer une partie de la population zoulou et à menacer politiquement et même physiquement le mouvement populaire. L'UDF est dans cette région très affaibli et le COSATU doit défendre à présent son autorité au sein de la classe ouvrière zoulou.

Dans d'autres régions, en revanche, où il a été possible de renforcer la coordination à la base, des formes nouvelles d'auto-organisation ont vu le jour. C'est ainsi que, le plus souvent à l'initiative d'organisations de jeunes, sont apparues des structures de surveillance et des « tribunaux populaires » chargés de régler les conflits et exactions qui surviennent dans la vie quotidienne des townships (3). La lutte contre les collaborateurs et les

1. Le gouvernement sud-africain a récemment envisagé la possibilité d'interdire le Front démocratique uni (UDF), dans lequel se retrouvent pour une bonne part les courants sympathisants de l'ANC et des courants religieux et démocratiques des associations communautaires. Le gouvernement veut prendre prétexte des fonds que l'UDF a reçu de multiples institutions et organisations à l'étranger, et surtout des Etats-Unis.

2. Sur l'épreuve de force à Crossroads entre jeunes militants de l'UDF et les groupes locaux de « vigilantes », voir *Inprecor* numéro 224 du 21 juillet 1986. Voir aussi *Work in Progress* numéro 43 d'août 1986, ainsi que *Weekly Mail* du 18 juillet 1986.

3. Sur ces expériences dans le township de Mamelodi, voir *Work in Progress* numéro 41 d'avril 1986.

attaques contre les membres noirs des institutions locales ont abouti à la disparition ou à la mise en sommeil de très nombreuses structures liées au pouvoir. Enfin, au cours d'affrontements avec l'armée, on a vu apparaître dans certains townships des groupes de jeunes armés de grenades ou de kalachnikov et faisant montre, selon des journalistes, d'une réelle formation militaire.

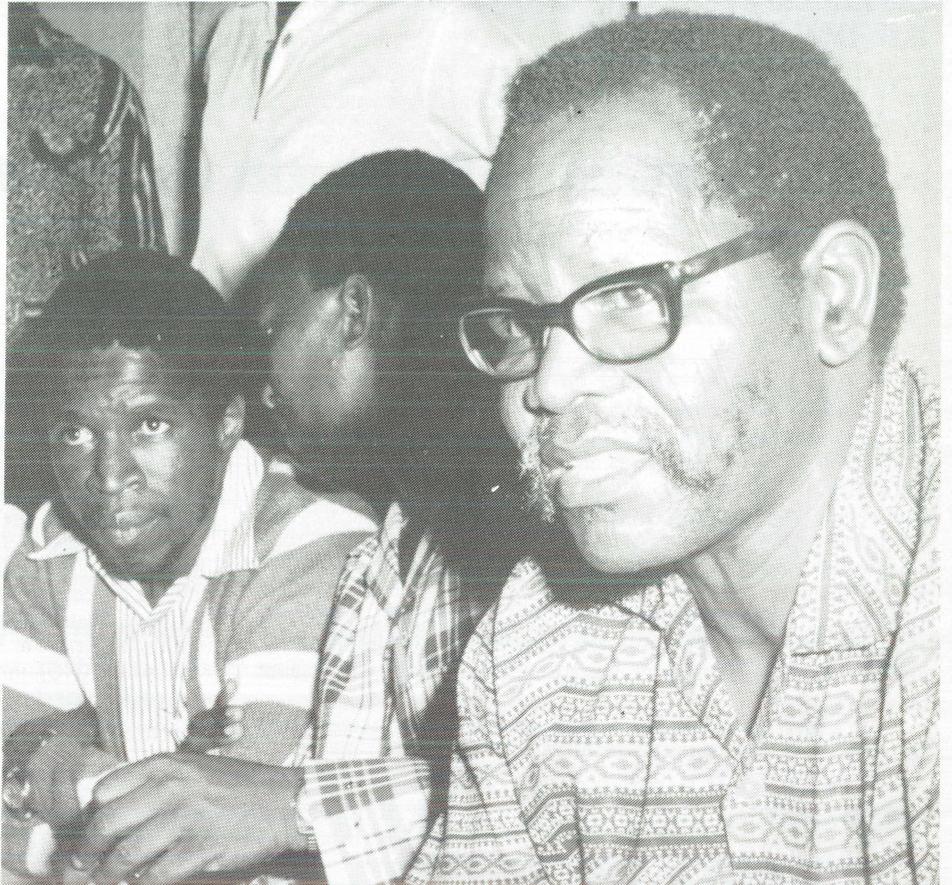
C'est dans ce cadre que le gouvernement a décrété l'état d'urgence et a incarcéré des milliers de militants pour des durées variables. Cela n'a pas été sans effet sur les capacités de mobilisation du mouvement et plus particulièrement sur celles des associations communautaires. Les militants les plus politisés ont été arrêtés ou ont été sérieusement entravés pour leurs activités de masse.

C'est à partir d'une évaluation précise de tous ces éléments que pourrait être faite une analyse des rapports de forces. Il est certain que dans la dernière période sont apparues des formes nouvelles d'auto-organisation dans quelques endroits ; mais, outre la question de l'étendue géographique réelle de ces activités, il y a trois autres problèmes que le débat dans la presse de l'ANC soulève explicitement. D'abord, quelle fonction et quelle finalité politique doit-on donner aux structures d'auto-organisation dans les townships ? Ensuite, peut-on déjà qualifier de « double pouvoir » les formes d'organisation en question ? Enfin, dans le cas où l'on estimerait que l'on est encore loin d'une telle situation et que ces progrès sont encore bien trop embryonnaires, ne faut-il pas insister sur des tâches intermédiaires, plus modestes plutôt que de maintenir l'illusion de la dualité de pouvoir ?

OLIVER TAMBO : DES OBJECTIFS DÉMOCRATIQUES LOCAUX

Le 8 janvier, Oliver Tambo, le principal dirigeant de l'ANC, délivrait, au nom du comité exécutif national, un message faisant le point sur les tâches du mouvement. Il estimait à cette occasion que : « *Le régime a perdu l'initiative stratégique. Cette initiative est maintenant entre nos mains* » Et il ajoutait : « *Par une lutte héroïque, nous avons pratiquement levé l'interdiction sur notre mouvement d'avant-garde, l'ANC* ».

Après avoir ainsi donné son appréciation du rapport de forces en ce début de l'année 1986, Tambo soulignait quel était à son avis l'objectif démocratique du mouvement populaire dans les communautés : « *L'établissement du pouvoir populaire dans ces zones, bien que rudimentaire et précaire, est d'une grande signification pour l'avancement de notre lutte à l'avenir. Dans le passé, faisant partie intégrante de notre rejet des conseils communautaires de l'apartheid, des comités de gestion et des comités municipaux, nous avançons correctement la revendication de conseils municipaux démocratiques et non raciaux. Nous devons reprendre cette revendication à nouveau.*



Oliver Tambo, président de l'ANC. (DR)

(...) Pour chaque ville, il doit y avoir une seule municipalité élue par tous les habitants blancs et noirs, sur la base d' "une personne, une voix". Nous devons nous engager dans une lutte pour atteindre ce but. (...) C'est maintenant qu'il faut agir pour réaliser l'objectif d'un seul conseil démocratique pour chaque municipalité, élu sur la base d' "une personne, une voix". »

Cette déclaration d'Oliver Tambo soulève d'intéressantes questions. Elle implique d'une part qu'il serait possible au niveau local d'obtenir, sur la base du rapport de forces, des institutions représentatives non raciales. Elle pose d'autre part cet objectif comme une revendication démocratique immédiate sans référence à la nature oppressive de l'ensemble de l'appareil d'Etat. Elle implique donc une possibilité d'utiliser tactiquement certaines opportunités au sein des institutions locales.

Quelle pouvait être en janvier 1986 la justification factuelle de cette perspective politique ? Il y avait eu tout d'abord le mouvement de boycott des commerces blancs. Ce mouvement avait exercé dans certains endroits une réelle pression sur des fractions de la bourgeoisie blanche. Dans le numéro de mai 1986 du *South African Labour Bulletin*, Roland White explique ce qui pour lui découle de ce mouvement de protestation. Il souligne d'abord que ce boycott « *exerce des pressions sur un large éventail d'intérêts petit-bourgeois au sein du bloc dirigeant* », notamment parce que « *l'élément le plus dominant, prépondérant dans la catégorie 'commerçants de détail' blancs, la petite bourgeoisie*

blanche, est aussi le plus vulnérable économiquement ».

Selon White, le mouvement de masse met en place des instruments de vigilance au cours du boycott et pose ainsi les jalons d'un pouvoir de contrôle populaire dans les townships. Il précise alors que dans la région de Port Elizabeth : « *De la manière la plus évidente qui soit, la Chambre de commerce de Port Elizabeth et la Chambre d'industrie des Midlands ont de plus en plus perdu leurs illusions tant sur l'approche de l'Etat que sur les soulèvements et le boycott par les consommateurs (...)* De manière plus significative, cependant, les milieux d'affaires à Port Elizabeth ont accepté en principe la revendication d'une municipalité non raciale ». C'est en effet au cours du boycott que l'on vit à Port Elizabeth et à Port Alfred, des institutions du monde des affaires et même deux députés du Parti nationaliste au pouvoir engager des discussions avec les directions locales de l'UDF. La municipalité libérale du Cap avait, elle aussi, lancé quelques ballons d'essai sur le thème des structures non raciales locales.

Le *Weekly Mail* du 29 août signalait pour sa part que « *l'expérience a amené certains observateurs libéraux ainsi que des dirigeants du monde des affaires à la conclusion que des dirigeants au niveau local sont prêts à négocier des solutions locales à des problèmes locaux — la soi-disante 'option locale'* ». Ces contacts et ces discussions étaient d'ailleurs reliés à un débat plus large, qui traversait aussi l'appareil gouvernemental, sur la redéfinition de la politique d'urbanisation et la réforme de l'Influx

control (4).

Tel était le contexte dans lequel se situait la déclaration de Tambo. L'objectif qu'il assigne au mouvement est clairement démocratique, bien que cela ouvre un autre débat sur le degré d'autonomie des structures municipales et des lobbies libéraux dans ce pays. Mais Tambo confirmait néanmoins dans son message l'importance qu'il accordait à ces tâches.

DOUBLE POUVOIR OU PAS

Dans *Sechaba* d'avril 1986, c'est une toute autre perspective qui est présentée sous la signature d'Alex Mashinini dans un article intitulé « Double pouvoir et création de comités populaires ». Cette fois, il ne s'agit plus de mettre l'accent sur des objectifs immédiats d'ordre démocratique ou tactique. « *Quelles sont alors les tâches immédiates du mouvement d'avant-garde dans l'étape actuelle de notre révolution ?* » Et de répondre : « *Nous nous limiterons ici à la question des formes embryonnaires d'autogouvernement et de pouvoir populaire qui apparaissent et à celle de la création de comités populaires* ».

Alors que Tambo signalait le caractère encore rudimentaire et précaire de l'organisation populaire, Mashinini estime que « *l'apartheid est de plus en plus impraticable et le pays dégénère rapidement dans un état d'ingouvernabilité totale* ». Il y a largement matière à discussion sur un pareil jugement. C'est une chose de dire que « *l'ennemi ne peut plus gouverner comme avant* », c'en est une toute autre que d'ajouter que l'Etat dans son ensemble commence à être paralysé.

Mais Mashinini conserve toutefois une certaine prudence dans son jugement : « *En conséquence, est apparue (mais pas encore à l'échelle nationale) une forme particulière de double pouvoir, dans un sens non administratif mais politique (...)* Nous sommes loin de suggérer que deux gouvernements existent en Afrique du Sud aujourd'hui ». En contradiction relative avec son jugement initial sur les rapports de forces, il précise que ces expériences d'organisation constituent en fait des « *zones interdites* » aux forces de l'ordre et qu'il faudra en faire à l'avenir des « *bases révolutionnaires de masse* » afin d'y créer des « *comités populaires, comme mot d'ordre rassembleur et aussi comme organes d'autogouvernement et de pouvoir populaire et comme organes d'insurrection* ».

Tout le monde en Afrique du Sud n'a pourtant pas ce jugement sur le degré atteint par le mouvement populaire. Mais cela ne retire rien au fait que des formes d'auto-organisation posent objectivement la question du pouvoir. Les expériences de pouvoir alternatif peuvent se développer au travers de structures ad hoc mises en place pour la résolution de problèmes quotidiens. Une véritable dualité de pouvoir naîtra d'une accumulation d'expériences de ce type. Leur fixer un objectif central, même propagandiste, est justifié car cela pose en effet la question de la prise du pouvoir et

de l'insurrection.

Pendant des années le mouvement anti-apartheid s'est interrogé sur les moyens d'affaiblir réellement le régime. Il est donc normal que la nouvelle situation nourrisse maintenant une réflexion très large sur la stratégie de prise du pouvoir. On peut estimer, à la différence d'Alex Mashinini, que l'on est encore loin d'un pays « *ingouvernable* ». Mais il est cependant possible de prendre appui sur ces deux dernières années d'intenses luttes pour discuter des formes qui pourraient avoir la prise du pouvoir dans ce pays. Cette discussion n'est pas hors du réel. Mais en la poursuivant on ne peut qu'entrer aussi dans le débat sur le contenu social du pouvoir populaire en question. C'est d'ailleurs ce que fait Mashinini.

LA NATURE SOCIALE DU POUVOIR POPULAIRE

Dans la mesure où il insistait sur les objectifs strictement démocratiques et immédiats, Oliver Tambo pouvait pour sa part contourner cet aspect du problème. Mais dès que l'on évoque, même prudemment, l'existence d'une dualité de pouvoir, il est nécessaire d'en préciser les acteurs sociaux.

Comment peut-on en ce cas définir socialement ces prémisses de contre-pouvoir en regard de la nature propre de l'actuel pouvoir d'Etat ? Telles sont les questions immédiates que soulève toute référence, justifiée ou non, à une situation de double pouvoir. Il serait en effet assez difficile de présenter les structures actuelles d'auto-organisation comme des instruments révolutionnaires du peuple et ne vouloir en même temps que leur attribuer des tâches de la démocratie représentative pour un futur Etat rénové mais bourgeois. C'est pourquoi Mashinini pose la question : « *Devons-nous les appeler des communes populaires ?* » En d'autres termes, s'agit-il d'un pouvoir prolétarien en formation ?

A cela, il répond lui-même : « *Non (...)* bien que nous apprécions l'expérience riche de la Commune de Paris, nous devrions en même temps, ne pas vivre sur les souvenirs du passé ». Il contourne quelque peu sa propre question en remplaçant le problème de la nature de classe du pouvoir naissant par celui des tâches immédiates que ce pouvoir doit accomplir : « *Nous les appellerons des comités populaires révolutionnaires, précisément parce qu'ils s'adressent à l'essence même de la nature populaire et démocratique de notre révolution qui cherche à établir un pouvoir populaire (...) et qu'ils cherchent à appliquer les dispositions démocratiques de la Charte du peuple — la Charte de la liberté !* »

Si la réponse découlait aussi naturellement de la question, pourquoi fallait-il soulever le problème de la terminologie et du terme « *commune populaire* » qui n'a aucun précédent dans la littérature de l'ANC ? Pour comprendre cela, il faut prendre en considération les débats initiés par le Parti communiste lui-même.

Ce parti n'a jamais précisé la nature de classe du futur et nouvel Etat qui devrait résoudre les tâches les plus immédiates, nationales et démocratiques. L'alliance qu'il a formé avec l'ANC — et au sein de l'ANC — a toujours été justifiée par le caractère démocratique de l'étape actuelle de la révolution sud-africaine. Mais la question est devenue beaucoup plus compliquée au fur et à mesure que les luttes et les événements politiques surgissaient.

Tout d'abord, la question de la nature sociale de l'Etat n'est plus dans ce pays une question académique discutée par quelques cercles d'initiés. Des centaines de militants dans tous les secteurs de masse, à commencer par le mouvement syndical, débattent aujourd'hui de cette question et se pose le problème de la lutte pour le socialisme.

Ensuite, le SACP n'est plus seulement un allié de l'ANC ; il en est une composante à part entière. Son secrétaire général, Joe Slovo, est par exemple membre de la direction suprême de l'ANC. Ces relations politiques soulèvent évidemment de nouveaux problèmes théoriques, notamment sur les rôles respectifs, dans la phase actuelle de la lutte, d'un mouvement comme l'ANC et d'un parti comme le SACP. Résoudre ce problème nécessite que l'on porte un jugement sur les rapports entre les classes au sein du mouvement populaire.

Depuis vingt-cinq ans, le SACP n'a jamais modifié sa formule de révolution nationale et démocratique mais il n'a jamais cessé non plus de se présenter comme le seul parti d'avant-garde représentant la classe ouvrière. Dès lors, quelles que soient les limites attribuées à la lutte révolutionnaire actuelle, le développement du mouvement de masse devrait à un moment ou à un autre faire apparaître une complémentarité des directions de l'ANC et du SACP. Pour la première fois d'ailleurs, à l'occasion du 65^e anniversaire du SACP, le journal de l'ANC titre « *Le Congrès national africain et le Parti communiste sud-africain dirigent le peuple dans l'action* », manifestant par là la nature complémentaire des deux directions.

« AUTOGOUVERNEMENT POPULAIRE ? »

L'organe du SACP publiait durant l'été 1986 un article signé de Sisa Majola et intitulé « *Les débuts du pouvoir populaire — une discussion de la théorie de l'Etat et de la révolution en Afrique du Sud* ». Quelques semaines plus tard dans le journal de l'ANC, *Sechaba*, paraissait un article signé Mzala, intitulé « *Construire le pouvoir populaire* », et indiquant d'emblée qu'il s'agissait pour lui aussi de porter le débat sur la « *théorie de l'Etat* ». Ces deux articles ont en effet la même teneur, portent sur les mêmes questions et aboutissent aux

4. L'Influx Control est l'ensemble des lois qui régissent le déplacement des populations noires à l'intérieur du pays, en rapport avec leur travail et leur lieu de résidence.

mêmes conclusions.

Alors que l'article de Mashinini pouvait paraître déjà fort exagéré sur l'état du rapport de forces réel en ce début de l'année 1986, les articles dont nous parlons maintenant considèrent qu'il s'agit d'une sérieuse sous-estimation. Faisant appel aux « auteurs modernes », Mzala envisage une réactualisation. Selon lui, en effet, « *Les gens se sont maintenant tournés vers eux-mêmes pour se gouverner (...)* Ces zones 'libérées' sont d'une certaine manière une répétition dans le contexte sud-africain de la Commune de Paris de Karl Marx ». C'est pourquoi il se dit explicitement en désaccord avec l'article de Mashinini.

Où sont les divergences ? Mashinini précisait qu'il y avait une sorte de double pouvoir, au sens « politique » mais non au sens « administratif ». Selon lui, la population ne dirige pas ses propres affaires mais paralyse largement l'actuel appareil d'Etat. Mzala pense tout le contraire : « *Il y a une forme de double pouvoir dans un sens administratif* ». Et il ajoute que le contenu de la Charte de la liberté est en voie d'application.

Il pense même que Mashinini s'occupe bien trop des secteurs les plus retardés : « *Appeler à la création de comités populaires, cependant, n'a de sens que pour les zones de notre pays où, pour l'instant, aucun comité de ce type n'existe encore et là où il y a toujours domination directe* (par le régime raciste, ndlr.) *dans les townships* ». Sans autre nuance, l'auteur de cet article ajoute aussi qu'« *un pouvoir est constitué par le gouvernement effectif des racistes et l'autre par les communes populaires (...) déjà liées (bien qu'indirectement) à MK (Umkhonto We Sizwe) l'Armée du peuple* ». Mais alors que faut-il dire et proposer pour ces zones, apparemment majoritaires à en croire Mzala où « *fonctionne déjà l'auto-gouvernement* » ?

Si, pour Mzala, Alex Mashinini a si profondément mésestimé la situation, que dire alors des propositions d'Oliver Tambo à propos des conseils municipaux démocratiques ? Et quelles sont finalement les tâches de l'heure ?

Il y a en tout cas peu de gens dans les directions de l'UDF, des syndicats, du Forum national et de tout le reste, qui pensent comme Sisa Majola, que « *l'heure viendra bientôt, si elle n'est pas déjà venue, où nous aurons à mesurer le niveau de développement de notre révolution non plus au nombre de grèves que les travailleurs ont mené chaque année ni par le nombre de combats militaires menés durant une période donnée, mais plutôt par le nombre de communes populaires que nous aurons aidé à organiser, dans les villes aussi bien que dans les campagnes, en les bâtissant sur les ruines des structures de l'apartheid* ».

Bien au contraire, le mouvement populaire aura encore beaucoup de journées de grèves à compter pour mesurer ses forces ou ses faiblesses. Aucun dirigeant véritable de l'ensemble du mouvement démocratique n'a encore avancé l'analyse

d'une pareille mutation dans la situation politique sud-africaine. Il serait d'ailleurs intéressant de connaître les faits qui permettent qu'un tel diagnostic soit émis par des dirigeants dont les signatures font autorité dans la presse de l'ANC et du SACP. Il nous semble dans tous les cas que, malgré le développement de formes d'auto-organisation dans les townships, les tâches de l'heure restent centrées sur les grèves dans les entreprises, les boycotts et les actions démocratiques de masse.

« LA THÉORIE DE L'ÉTAT »

Les protagonistes de cette discussion affirment tous s'en remettre à une juste théorie de l'Etat. Mais au bout du compte, ils nous laissent l'impression que ce « double pouvoir » s'est pratiquement accompli par la simple et la seule neutralisation des conseils communautaires et des comités locaux liés à l'Etat. Bien que notre propos ne soit pas de sous-estimer cette victoire populaire, il faut tout de même regarder les choses avec plus de mesure. La mise hors circuit des conseils fantoches dans les townships et les grèves des loyers ne débouchent pas encore sur une vacance du pouvoir central. Celui-ci est toujours là et bien là. Les « zones interdites » expriment une forme élémentaire et partielle de crise de l'Etat, mais nullement l'expression d'une alternative au pouvoir central.

Peut-être faudrait-il à cette occasion réexaminer les positions du SACP sur le « colonialisme intérieur » (5), qui tendent à juxtaposer deux sociétés différentes, oppresseuse et opprimée, sans définir les rapports sociaux dominants dans une société globale contrôlée par un seul et même appareil d'Etat. En effet, la semi-neutralisation du pouvoir administratif dans les townships n'est pas une semi-libération de la société « colonisée » noire. Au contraire, la masse des opprimés aura à pénétrer profondément dans la « société des oppresseurs », pour reprendre une terminologie du SACP, pour commencer à se libérer. Il est d'ailleurs possible de poser ce débat sous une autre forme et en soulevant d'autres questions.

Une situation de double pouvoir en Afrique du Sud peut-elle prendre la seule forme d'une dualité territoriale, c'est-à-dire de zones libérées pendant une durée prolongée ? Ou bien y a-t-il une forte probabilité pour que cette situation ait aussi la forme urbaine d'une dualité de pouvoir, nécessairement plus courte, posant plus rapidement la question insurrectionnelle et militaire et combinant des formes de contrôle ouvrier dans les entreprises ? Personne n'a encore avancé dans ce débat en Afrique du Sud. La question n'est évidemment pas simple, si l'on veut s'appuyer sur les expériences en cours et non pas sur des spéculations. Mais c'est une raison supplémentaire pour aborder avec plus de précautions toutes ces histoires de « zones libérées » dans les townships. Sisa Majola leur attribue même des capacités d'auto-suffisance et précise : « *Notre tâche immédiate est de doter de structures administratives nos zones nouvellement*

libérées, (...) et quand nous aurons bâti le pouvoir populaire dans l'Afrique du Sud toute entière, ayant exproprié tous les industriels et les banquiers monopolistes des richesses du peuple, nous aurons aussi assez d'argent dans nos coffres pour embaucher des techniciens et des scientifiques qualifiés pour faire fonctionner nos industries. » Et d'ajouter : « *Les communes populaires ont comme objectif de prendre le contrôle de tous les aspects de la vie dans leur zone. Les écoles, les bureaux de paiement de loyers, les cliniques, les stades sportifs, les buvettes et d'autres infrastructures de ce type appartenant à l'Etat, qui existent dans les townships, doivent être transférés dans les mains de la communauté, pour que ces services cessent de fonctionner sous l'égide de l'Etat de l'apartheid.* »

A NOUVEAU LA QUESTION SOCIALE

Plus on affirme l'existence d'un double pouvoir, plus il faut préciser sa nature de classe. C'est pourquoi Mzala retrouve la même question que se posait Mashinini à propos du terme « commune » et à propos du sens de « dictature du prolétariat » que Marx attribuait à l'insurrection parisienne. Mzala répond finalement de la même manière que Mashinini, malgré leur apparente divergence de terminologie : « *Nous employons expressément le terme "commune" pour ne laisser entendre ni "communisme" ni nier le caractère socio-politique national-démocratique de ces organisations des townships.* »

En d'autres termes, ce double pouvoir qui verrait actuellement le jour en Afrique du Sud mettrait en œuvre des organes à caractère démocratique regroupant indifféremment toutes les couches de la population opprimée et ne représentant pas un pouvoir social prolétarien particulier.

Cette conception des choses mérite un sérieux débat. En effet, si on prend le seul cas de l'UDF, il est incontestable que ses directions les plus en vue comportent un large éventail de professions libérales, d'enseignants et d'hommes d'Eglise. Mais ce ne sont pas ces directions qui pourraient être présentées comme des organes de contre-pouvoir dans les townships les plus misérables !

Par contre, une analyse même sommaire de la société sud-africaine permet de voir qu'une grande partie des pauvres sans travail, des femmes et des jeunes qui peuplent les bidonvilles aux côtés des travailleurs industriels, ont sociologiquement plus à voir avec le prolétariat qu'avec la petite-bourgeoisie de fonction ou commerciale. C'est ainsi que les meilleures expériences de comités de rue, comme à Alexandra, soulignent l'hégémonie sociale de la classe ouvrière, au sens large du terme.

Ce qui est finalement le plus contestable dans le débat que nous mentionnons

5. Sur le thème du « colonialisme intérieur », voir le dossier « Afrique du Sud » publié dans *Inprecor* numéro 204 du 7 octobre 1985.

ici, ce n'est pas qu'on y parle de contre-pouvoir pluriclassiste, c'est au contraire qu'on y discute de double pouvoir sans jamais mentionner la moindre classe sociale. Une situation révolutionnaire dans un pays comme l'Afrique du Sud combinera différentes formes d'auto-organisation. Mais, dans tous les cas, il sera impossible de faire l'impasse sur l'activité propre du prolétariat noir dans les entreprises et dans les quartiers. La discussion sur la dualité de pouvoir ne peut donc éviter la question du contrôle ouvrier sur les lieux de travail, même si nous en sommes encore bien loin aujourd'hui. Il est étrange qu'il y ait un débat sur toute cette affaire sans qu'aucune référence ne soit faite aux travailleurs dans les entreprises, à la population ouvrière dans les townships, et au mouvement ouvrier et syndical en général.

Mzala et Sisa Majola soulèvent d'ailleurs implicitement ces problèmes, lorsqu'ils affirment : « *Si ces communes populaires demeurent dans les limites des ghettos et si elles auront constamment à poser des questions aux conseils municipaux blancs sur l'électricité, l'eau, (...) alors elles resteront un jouet et représenteront très peu de choses dans l'équation de la révolution. Deux pouvoirs ne peuvent pas exister de manière permanente dans un seul Etat.* »

Non seulement cette mise en garde ramène à des proportions plus modestes la réalité des rapports des forces, mais elle montre aussi que la question du prolétariat en général ne peut être contournée. Elle montre également que de nouvelles tâches plus complexes et plus audacieuses attendent le mouvement de masse avant que l'on puisse parler de véritable « second gouvernement ». L'exemple des ghettos catholiques de l'Ulster montre assez bien la difficulté. Il montre que les « zones interdites » peuvent constituer une situation de fait prolongée, sans que pour autant le pouvoir d'Etat soit réellement mis en question. Il y a dans ce cas, ni dualité territoriale réelle qui permette de bâtir un début d'appareil d'Etat alternatif, ni dualité insurrectionnelle qui permette de préparer concrètement la phase militaire finale. Le cas irlandais est tout à fait intéressant pour la discussion en Afrique du Sud.

Mais la référence à un double pouvoir soulève aussi la question de la direction politique du mouvement populaire. A. Mashinini avait pour sa part signalé que « *la création, la consolidation et le développement de comités populaires révolutionnaires (...) servira (...) comme indice (...) du degré de loyauté du peuple envers les idéaux démocratiques, le programme et la direction du mouvement d'avant-garde, l'ANC* ».

Mzala qui, au contraire, parle de dualité de pouvoir déjà accomplie, ne mentionne pas le rôle ou la place de son organisation dans les « *embryons de notre futur démocratique* ». La seule organisation mentionnée dans son article est l'Umkhonto We Sizwe, l'aile armée, et tout le reste est ramené à la question « *du développement des communes actuellement disper-*

sées, décentralisées, vers un gouvernement populaire pleinement développé. »

L'ORIENTATION ACTUELLE DE L'ANC

O. Tambo donnait, dans son message de janvier 1986, une perspective démocratique somme toute assez modeste pour les organismes de base dans les townships. Il le faisait d'ailleurs dans une période plutôt offensive du mouvement de masse. Mais, huit ou neuf mois plus tard, la situation a tout de même évolué et personne ne peut sérieusement prouver que l'état d'urgence s'est traduit par un saut qualitatif dans l'organisation populaire. C'est pourtant dans ce nouveau contexte que des cadres de l'ANC et du SACP parlent de dualité de pouvoir.

Nous ne pouvons évidemment pas opposer formellement les deux thèses en présence. O. Tambo, du fait de ses responsabilités propres, a pu faire un discours dont l'objet était de s'adresser en partie aux milieux démocrates et libéraux, la direction de l'ANC laissant à d'autres le soin de fournir une ligne plus offensive et plus subversive : une division des tâches en quelque sorte.

Mais certains passages de *The African Communist* ne sont pas sans rapport avec des débats au sein de l'UDF, lorsque, par exemple, Sisa Majola dit : « *Aujourd'hui, notre approche de la théorie de l'Etat et de la révolution en Afrique du Sud doit aller bien au-delà d'un schéma abstrait d'un avenir "démocratique" lointain dans les années à venir. Notre méthode doit définir des lignes directrices pour une pratique révolutionnaire immédiate, parce que notre révolution a déjà généré des organes d'auto-gouvernement populaire.* » Il en va de même quand il parle de la question des objectifs locaux : « *Les communes populaires doivent refuser d'être corrompues par des accords passés avec des conseils municipaux blancs voisins, dont certains se sont déjà rendus compte de l'impossibilité de détruire ces communes, et qui tout d'un coup font preuve d'empressement à les rendre politiquement stériles, cherchant à les incorporer à leur stratégie administrative mesquine. (...) Notre revendication n'est plus de participer aux conseils municipaux actuels de Johannesburg, du Cap ou de Durban. (...) Nous nous ne nous battons pas simplement pour libérer et contrôler Soweto, Gugulethu ou Lamontville. Notre but final est de former un gouvernement populaire de tout le pays, (...) et c'est cela qui nous différencie des démocrates libéraux et des réformistes.* »

L'attaque contre le courant libéral est assez claire, d'autant qu'un peu plus loin dans l'article, le Parti fédéral progressiste (PFP), principal parti libéral, est qualifié d'allié du chef Buthelezi. Le même article s'en prend d'ailleurs à toute solution réformiste : « *Sans certains de ces changements fondamentaux dans les rapports de propriété en Afrique du Sud, la domination raciste restera inchangée dans tous ses aspects essentiels. Une telle issue*

(dans laquelle notre Congrès ne pourrait jamais être un parti, bien sûr) (6), resterait bien en deçà des tâches d'une révolution nationale démocratique. » Il reste que le Parti communiste n'a jamais clarifié ce que devraient être, selon lui, les changements dans les relations de propriété, du moins en termes marxistes de rapports sociaux.

En laissant délibérément de côté l'éventualité d'un débat de fond au sein de l'ANC, nous restons du moins perplexes au sujet de certaines formules et analyses contenues dans les articles cités. Personne ne pense que les capacités propres de l'ANC à l'intérieur du pays ont été sérieusement endommagées par l'état d'urgence et la répression. Il est d'ailleurs possible que ce mouvement s'apprête à mener une nouvelle offensive politique et militaire. L'aggravation des sanctions contre l'économie sud-africaine ouvre sans doute aussi quelques nouvelles opportunités politiques, dans la mesure où elles divisent un peu plus la classe dirigeante blanche. Mais personne ne peut aujourd'hui raisonnablement croire à une offensive généralisée du mouvement de masse à court terme.

Déjà en 1985, la radio de l'ANC avait martelé les thèmes de « *non-fonctionnement* » de l'apartheid et d'une Afrique du Sud « *ingouvernable* ». Cela avait largement impressionné la jeunesse et avait trouvé un débouché dans certaines actions de boycott scolaire. Pourtant, dès la fin de l'année 1985, les directions de l'UDF avaient cherché à reprendre le mouvement en main et à faire cesser certaines actions désordonnées. Les discussions de la conférence nationale sur l'éducation, qui s'était tenue en décembre 1985 à Johannesburg, portaient précisément sur une évaluation plus tempérée et raisonnable des rapports des forces. On y contesta vivement le principal mot d'ordre du mouvement jeune, « *Pas d'éducation avant la libération* », qui reposait en fait sur le sentiment d'une victoire possible à court terme. La conférence décida de faire retourner les jeunes dans les classes, ce qui était tout de même contradictoire avec le diagnostic que le pays aurait alors été ingouvernable.

Les articles de la presse de l'ANC sont d'une grande importance s'ils conditionnent d'ores et déjà des activités concrètes de ce mouvement en Afrique du Sud. Les mois qui viennent apporteront peut-être une réponse à notre question. Un tel jugement doit impliquer des tâches particulières et nouvelles, notamment dans le domaine militaire. La situation dans les mois à venir sera donc un test pour juger des rapports des forces et des tâches que se donne le mouvement de masse. ■

Peter BLUMER,
15 novembre 1986.

6. Il s'agit ici de l'ANC.



La crise, l'ouvrier et le robot

CRISE économique, introduction de nouvelles technologies, mutations industrielles, ces différents facteurs entraînent des effets sociaux considérables (cf. *Inprecor* numéro 212 du 3 février 1986) et des modifications en profondeur de la structuration de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier tel qu'il s'est forgé pendant des décennies en Europe capitaliste.

Ce processus présente des traits communs à tous les pays

Michel MOREL

Il est nécessaire de faire le point sur l'évolution de la classe ouvrière depuis les années 1960 avant d'examiner les effets des nouvelles technologies, des nouvelles méthodes de travail, des conséquences du développement de la robotique au sein des entreprises.

ÉVOLUTION STATISTIQUE DE LA CATÉGORIE OUVRIÈRE

Nous nous appuyons pour cela sur les statistiques officielles des catégories socio-professionnelles de l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE), même si elles ne correspondent pas à notre délimitation des classes sociales.

Ouvriers dans la population active (en %)	1968	1975	1981
Hommes	44,9	45,4	44,7
Femmes	21,9	22,4	19,1
Ensemble	36,6	36,5	34,8
Employés dans la population active (en %)			
Hommes	9,2		9,8
Femmes	25,1		29,4
Ensemble	15		17,5

Le tableau 1 montre une légère croissance de la catégorie ouvrière au sein de la population active de 1968 à 1975, puis un retournement de tendance jusqu'en 1981. La croissance se maintient de 1968 à 1981 en ce qui concerne la catégorie employés (1).

De 1982 à 1985, la catégorie ouvrière décroît régulièrement. Elle passe de 31,84 % à 29,8 %. La catégorie employés reste stable avec toutefois une légère progression. Elle passe de 25,77 % à 26,01 % (2). Ces chiffres indiquent une évolution qui est à la fois le produit de la crise, de la nouvelle division internationale du travail où l'on assiste à un déplacement de certaines branches industrielles vers les pays en voie de développement, et de la politique dite de modernisation industrielle des gouvernements socialistes de Pierre Mauroy et Laurent Fabius.

et, bien sûr, des spécificités nationales liées à l'histoire de chacun.

L'article que nous publions ci-dessous, contribution à une réflexion qui doit se poursuivre, analyse ce bouleversement tel qu'il se présente en France ; le laminage des secteurs traditionnels de l'industrie, la mise en place des nouvelles stratégies patronales dans l'entreprise et leurs conséquences sur l'organisation syndicale et politique de la classe ouvrière. ■

En chiffres bruts, les effectifs de la population ouvrière (actifs ayant un emploi) passent de 6 914 160 en 1962 à 7 785 780 en 1975 et reviennent à 7 065 320 en 1982. Dans le tertiaire où sont concentrés la majorité des employés, la modernisation est en cours. Le développement de la bureautique et la rationalisation du secteur des services vont entraîner de sévères réductions d'emplois. On assiste au début de cette politique dans les banques (modification des rôles et place du secteur bancaire dans les nouveaux marchés monétaires et financiers, mise en œuvre des nouvelles technologies). Des dizaines de milliers de suppressions de postes sont planifiées dans les services, les Postes et télécommunications, à la Sécurité sociale.

L'évolution de l'emploi par branches industrielles illustre la diminution de la catégorie ouvrière globale. Ce sont les secteurs industriels traditionnels qui ont été les plus fortement touchés.

Secteurs qui ont perdu plus du quart de leur effectif entre 1976 et 1983	Pertes d'emplois en valeur absolue en %	
	absolue	en %
Extraction du fer	5 913	- 61,7
Extraction non-ferreux	1 609	- 37
Sidérurgie	60 670	- 36,4
Machines-outils	21 462	- 27,5
Fibres artificielles	12 472	- 61,4
Textile	103 645	- 28,3
Navigation intérieure	1 127	- 35,1
Construction navale	15 657	- 25,8
Industrie du cuir	11 393	- 25

Pour la branche automobile par exemple, industrie d'une importance décisive en France, il est intéressant de citer cet extrait d'une étude de l'INSEE, effectuée en 1984, : « *Les effectifs employés dans l'automobile ont connu une rapide croissance jusqu'en 1974, en liaison avec l'expansion de la production. Pour la branche automobile, les effectifs ont progressé de 347 000 personnes en 1968 à 489 000 en 1974. Après une certaine régression en 1975, le maximum a été atteint en 1978 (509 000 emplois) avant d'aborder une période de rapide régression, pour descendre en 1983, avec moins de 430 000 personnes, en des-*

sous du niveau atteint en 1971 (...) Par ailleurs, on assiste à une amélioration lente de la qualification moyenne du personnel travaillant dans cette industrie ; les réductions d'effectifs des dernières années ont surtout concerné le personnel peu qualifié, alors que le flux d'embauche de personnel qualifié, (techniciens formés à la robotique, à la conception assistée par ordinateur...) subsistait ».

Ces commentaires soulignent le lien existant entre les conséquences de la crise et celles de la modernisation technologique du processus de production. L'automobile est l'exemple même du cumul de ces deux facteurs.

Les restructurations s'opèrent également de façon géographique. Les régions ont subi la crise de façon différenciée. Grossièrement, l'évolution de l'emploi coupe la France en deux, suivant un axe qui sépare les régions de l'Ouest et du Sud, où l'emploi masculin et féminin a augmenté de 1974 à 1980, des régions du Nord et de l'Est (à l'exception de l'Alsace) où l'emploi masculin a diminué et l'emploi féminin augmenté plus faiblement que dans les autres régions.

Cette coupure, bien sûr, n'est pas aussi stricte. Des zones d'affaissement de l'emploi se retrouvent dans toutes les régions de France et les pôles de conversion parsèment les quatre coins de ce pays (3).

Quelle est la tendance en ce qui concerne l'évolution des effectifs salariés, toutes catégories confondues, selon la

1. Les statistiques citées sont celles de l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE). Elles ne peuvent être prises à la lettre, mais indiquent des tendances. La catégorie ouvrière de l'INSEE est évidemment sujette à débat. Elle reflète bien, cela dit, le poids des secteurs traditionnels de la classe ouvrière, métallurgie, mines, construction navale, etc.

2. Les nomenclatures de l'INSEE ont été modifiées en 1982. Les employés incluent à cette date les personnels des services. Les chiffres cités pour la catégorie ouvrière concernent les actifs ayant un emploi.

3. Les pôles de conversion mis en place par le gouvernement Mauroy sont des zones où les industriels qui veulent s'implanter bénéficient notamment d'exonérations fiscales.

taille des entreprises de 1968 à 1980 ?

La proportion des salariés qui travaillent dans des petites et moyennes entreprises s'accroît incontestablement depuis 1972-1973.

Les entreprises de 1 à 9 salariés regroupaient 28,9 % des effectifs en 1968, 26,3 % en 1973 puis 30,2 % en 1980. Les établissements moyens (de 20 à 199 salariés) représentaient 37,4 % des effectifs salariés en 1968, 37,9 % en 1973 et 38,5 % en 1980. La catégorie « moins de 200 salariés » rassemblait donc 64,2 % des effectifs en 1973 contre 66,3 % en 1980.

Les entreprises de 200 à 500 salariés regroupaient, elles, 12,6 % des effectifs en 1968, 14,2 % en 1973 et 13 % en 1980. Enfin, les établissements de 500 personnes et plus représentaient 20,1 % des effectifs en 1968, 21,6 % en 1978, puis 18,2 % en 1980.

Cette tendance ne s'est pas démentie depuis. Selon une étude de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), branche influente du Conseil national du patronat français (CNPF), les établissements de plus de 500 salariés n'occupent plus que 16 % des effectifs salariés en 1985, tandis que ceux de moins de 50 salariés en employent environ la moitié.

Bien sûr, certains groupes rationalisent leurs installations. Ils ferment des unités de production, petites ou moyennes, et rassemblent leur production dans un seul site. Peugeot est une bonne illustration. Le groupe ferme l'usine de La Rochelle et agrandit le site de Sochaux. Les effectifs de Peugeot-Sochaux n'en sont pas moins en réduction absolue. Ils sont passés de 37 000 en 1974 à 27 000 en 1985 et diminuent encore. Certes, ils resteront supérieurs à 10 000 et Sochaux demeure indéniablement une grande concentration ouvrière. Il faut pourtant admettre qu'elle s'est réduite et que l'ensemble du groupe, Peugeot-Simca-Citroën, suit la même tendance. Ces restructurations pèsent très lourd dans les entreprises et les régions immédiatement concernées.

L'évolution que nous venons de décrire appelle quelques remarques.

L'inflexion dans la composition et la structuration de la classe ouvrière se fait essentiellement dans le milieu des années 1970. C'est à ce moment que la tendance à la croissance de la catégorie ouvrière parmi les salariés s'inverse. C'est approximativement à la même période que l'augmentation du nombre des salariés travaillant dans les petites entreprises s'affirme tandis que diminue l'effectif de ceux travaillant dans les grands établissements.

UN MOUVEMENT OUVRIER AFFAIBLI

Ces évolutions ne peuvent être mécaniquement attribuées à la crise. Elles découlent également des nouvelles formes de la division internationale du travail et de la mise en place des récentes stratégies patronales. Celles-ci redessinent le tissu industriel et social. L'objectif est de multiplier les petites unités de production, d'assurer une liaison de sous-traitance des multiples petites et moyennes entreprises (PME) avec l'usine mère, cette dernière pouvant elle-même être découpée en plusieurs unités de taille réduite.

C'est là une des causes de la crise du mouvement ouvrier organisé, car cette restructuration affecte le tissu militant même. La perte d'influence et de pression organisées des partis et syndicats ouvriers y est sensible.

La diminution des emplois industriels est globale. Les secteurs traditionnels sont les plus touchés : la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, le textile, la métallurgie, la mécanique, ce sont bien sûr les régions où ces industries étaient implantées de longue date qui sont les premières et les plus durement touchées ce qui s'accompagne d'importantes questions politiques. Une région peut être mise à genoux et perdre pour un moment, voire à jamais, son rôle de phare dans les luttes de la classe ouvrière. C'est le cas de la sidérurgie lorraine.

On assiste bien à un affaiblissement des forces de la classe ouvrière industrielle

traditionnelle, telle qu'elle est organisée depuis des décennies et forgée dans l'expérience des luttes. Elle a été frappée directement dans son cœur historique. On peut aisément percevoir les conséquences immédiates qui découlent de ces modifications dans le domaine de la transmission de sa mémoire des luttes et de son organisation.

L'ensemble du mouvement ouvrier traverse une crise profonde qu'on ne peut réduire ni à une simple question d'orientation politique, ni à un pur produit de l'évolution profonde de la structuration de la classe ouvrière. Il est important, afin de ne pas se tromper sur les moyens de résoudre la crise du mouvement ouvrier, de mesurer exactement ses modifications. La crise d'une fédération syndicale de la métallurgie ne tient pas seulement à l'orientation et à la pratique de celle-ci. Même si, bien évidemment, des orientations erronées renforcent les effets dévastateurs des restructurations dans une branche industrielle.

La croissance des emplois tertiaires se maintient globalement jusqu'à aujourd'hui. Elle perpétue la modification de l'équilibre précédent entre les ouvriers du secteur secondaire, productif, et les « ouvriers du tertiaire », des services. Mais ces derniers ne tarderont pas cependant à subir, comme les « cols bleus », les effets de la mise en place de nouvelles technologies, qui entraîneront dans les mois et les années qui viennent, des suppressions d'emplois dans les deux secteurs.

CLASSE OUVRIÈRE OU PAS ?

Souligner et mettre en relief la diminution de la catégorie ouvrière amènent souvent les observateurs pressés à faire disparaître entièrement la classe ouvrière. Montrer les restructurations profondes subies par la catégorie ouvrière et le laminage ou la quasi disparition de branches traditionnelles, sidérurgie, mines, chantiers navals peut renforcer cette impression. C'est, à notre avis, une conclusion superficielle.

Qu'est-ce que c'est ?

Automatismes de « process » : régulent et contrôlent une production en continu ; application dans de nombreux secteurs industriels, raffineries de pétrole, industrie chimique et pharmaceutique, sidérurgie.

Bureautique : au sens large, concerne l'ensemble des applications informatiques au bureau ; au sens étroit, elle concerne surtout le traitement de texte, qui s'effectue soit sur machines spécialisées soit sur ordinateur.

Conception assistée sur ordinateur (CAO) : système composé d'un ordinateur, d'une console graphique et d'une table traçante, qui permet de concevoir des plans, des modèles réduits, des patrons, d'apporter des rectifications en temps réel et d'éditer les plans.

Logiciel/progiciel : suite logique et organisée d'instructions destinées à faire fonctionner un système informatique ; les progiciels sont les « programmes tout faits » (traitement de texte, tableur, gestion de fichier, etc.)

Machine-outil à commandes numériques (MOCN) : ma-

chines-outils à enlèvement (fraiseuse, tour, perceuse, taraudeuse) ou de formage (poinçonneuse, presse, plieuse), où tous les axes de mouvement sont motorisés et les déplacements programmés.

Robot : tout type de manipulateur ou de machine programmable, incorporant ou non des moyens électroniques de traitement de l'information, destiné à la production industrielle.

Taylorisme/fordisme : mode d'organisation « scientifique » du travail qui remonte au début du siècle, visant à l'intensification du travail. Mise au point par Frederick Taylor, il transforme le processus de fabrication en une suite d'opérations élémentaires standardisées et codifiées que n'importe qui peut effectuer après une brève initiation, sans qualification préalable, en actionnant des outillages eux-mêmes standardisés. Le processus est parachevé par Henri Ford, notamment par l'introduction de la chaîne de montage et du travail posté.

D'abord, la catégorie ouvrière, au sens où l'entend l'INSEE, même si elle se réduit, représente toujours environ un tiers de la population active globale. Elle reste également la partie la plus importante de la population active selon les statistiques officielles, avant les employés (20 % environ) et les cadres moyens (15 % environ). Conclure à sa disparition relève donc du tour de passe-passe habituel des idéologues de temps de crise.

Les catégories cadres moyens, employés, ouvriers, personnel de service, additionnées, représentent 75 % de la population active. Les patrons de l'industrie et du commerce, les professions libérales et les cadres supérieurs ne regroupent en tout qu'environ 15 % de la population active.

Enfin, il faut insister sur l'élargissement des catégories de salariés productifs, ou encore directement responsables de la production au travers de la robotique qui se diffuse. Tout l'équipement (programmes, logiciels) nécessaire au fonctionnement du matériel informatisé ne peut en effet être mis au point que par l'homme et réalisé par ceux que nous nommons de manière très schématique les « informaticiens ». C'est une part du travail vivant indispensable au sein d'un processus où les robots et autres automates prennent une part croissante. Cette constatation se vérifie a fortiori dans les industries de process comme la chimie, les raffineries, les centrales nucléaires, où l'essentiel du travail nécessaire est déjà en bonne partie réalisé au moment de la mise en marche des installations.

Dans des catégories telles que les cadres moyens, les tâches de contrôle et de surveillance directe de la production automatisée tendent à remplacer celles de discipline et d'encadrement. Cette évolution est renforcée par les nouvelles méthodes de travail, qui ont succédé au taylorisme et tentent de faire prendre en charge tout ou partie du contrôle de leur travail par les ouvriers eux-mêmes (cercles de qualité, groupes d'expression). Nous reviendrons plus loin sur cet aspect. La catégorie ouvrière productive s'élargit en même temps que les tâches de production se compliquent et nécessitent une qualification accrue. On assiste bien à une profonde modification de la composition de la classe ouvrière, de sa structure, et non à sa disparition ou sa dissolution.

ROBOTIQUE ET EMPLOI

Les premiers effets sur l'emploi de la modernisation du processus de production s'ajoutent aux effets directs de la crise. La structure de l'emploi dans la branche automobile en est un bon exemple. De 1970 à 1980, la proportion des ouvriers spécialisés (OS, ouvriers non qualifiés) dans le total des ouvriers de la branche passe de 69 % à 58 %, alors qu'elle diminue de 51 % dans l'ensemble de l'industrie pour la même période.

Mais les pertes d'emplois ne dépen-

dent pas du nombre de robots présents dans les entreprises. Le chômage massif que nous subissons dans les pays industrialisés n'est pas un chômage technologique, fatal, inévitable, dû à un prétendu progrès. Les pertes d'emplois sont déjà là massives, en 1974, 1978, 1980, alors que les robots sont encore très peu nombreux.

	1974	1978	1980	1981
Suède	1,3	13,2	18,7	29,9
Japon	1,9	4,2	8,3	13,0
RFA	0,4	0,9	2,3	4,6
Etats-Unis	0,8	2,1	3,1	4,0
France	0,1	0,2	1,1	1,9
Royaume-Uni	0,1	0,2	0,6	1,2

Source : L'Observateur de l'OCDE, numéro 123, juillet 1983.

La progression annuelle du nombre de robots mis en service dans chaque pays est cependant importante. Entre 1981 et 1982, elle est de 37 % au Japon, de 52 % en Allemagne, de 62 % au Royaume-Uni et de 20 % en France (4). Les conséquences en terme de suppressions d'emplois vont donc s'accroître avec un effet démultiplié à partir des années 1980.

Les robots ne sont par ailleurs que les automatismes les plus sophistiqués d'un vaste processus. L'informatisation comporte des moyens divers et variés. Leur application dans les différents secteurs de travail est multiforme et les conséquences sur l'emploi aussi.

On estime ainsi que la mise en place des robots industriels dans les entreprises japonaises a permis de doubler la production sans augmenter la main-d'œuvre. La micro-électronique, développée dans tous les secteurs en Allemagne fédérale, serait responsable d'un taux de chômage atteignant les 12 % en 1990 contre 4 % si ce développement n'avait pas lieu. L'informatique en général aurait supprimé 670 000 postes de travail en Angleterre entre 1954 et 1980 (5).

Précisons encore que nous ne sommes qu'au début de ce processus. En France, les machines-outils à commande numérique (MOCN) devraient être au nombre de 20 000 en 1990, on en comptait 10 000 en 1985 et 5 800 en 1980. Il y avait 1000 robots en 1985, on en prévoit 3000 pour 1990. Il devrait à la même époque y avoir 2 000 postes de conception assistée par ordinateur (CAO) contre une centaine en 1980 et 460 000 terminaux d'ordinateur, quatre fois plus qu'en 1980.

A l'exception des ouvriers qualifiés spécialistes, dans l'électricité, l'électronique et les services, toutes les autres couches ouvrières sont et seront touchées par le développement de l'informatique et subiront des suppressions de postes. Les catégories en hausse seront par contre les surveillants des installations, les techniciens des essais et des contrôles, les analystes, les opérateurs.

Les effets de l'informatisation vont donc se cumuler avec ceux de la crise dans le rétrécissement de la catégorie

ouvrière au sens traditionnel. Il convient d'insister sur le fait que les nouvelles technologies se développent dans le cadre de la crise.

CRISE, CHOMAGE, SOCIÉTÉ DUALE

Il existe maintenant, depuis plusieurs années, un volant de chômeurs à l'effectif stable. Nul ne se hasarde, parmi les porte-parole officiels du monde politique ou des cercles économiques, à en pronostiquer une diminution rapide. Ceci a bien évidemment des conséquences immédiates en terme d'accélération de la dégradation des conditions d'emplois, de suppression des garanties et des droits arrachés par des décennies de luttes ouvrières (les quarante heures, les lois du travail, tout ce qui constitue les acquis de 1936). On assiste au démantèlement des protections réglementaires et juridiques dans le travail et à l'extension du travail précaire, des contrats à durée déterminée, du travail à temps partiel, au développement de l'intérim, tout ceci corrélativement à cette stabilisation du chômage à un haut niveau. L'acceptation du travail à temps partiel s'accroît dans toutes les catégories de demandeurs d'emplois. 46 % des hommes et 60 % des femmes actuellement au chômage sont prêts à se résigner à ce choix (6).

Certains stratèges de la bourgeoisie jugent le moment opportun pour justifier la mise en place d'une société duale, c'est-à-dire une société où la classe ouvrière serait divisée en deux, une partie étant condamnée à vendre sa force de travail sans bénéficier des garanties dont pourrait disposer l'autre. Les travailleurs affectés aux tâches « nobles » de la production industrielle, dans les entreprises et les groupes les plus importants et les plus avancés technologiquement, ne connaîtraient pas l'angoisse permanente de la perte de leur emploi ou bénéficieraient des garanties de protection en cas de licenciement, conversion-reconversion, reclassement, droits aux indemnités. Les travailleurs qui n'auraient pas les moyens d'accéder à ces statuts seraient maintenus dans des emplois aux normes particulièrement flexibles et précaires avec une protection sociale réduite à minima.

Le passage d'une catégorie à l'autre resterait évidemment toujours possible dans l'esprit de ceux qui présentent cette société à deux vitesses comme un moyen d'affronter la crise. Le chômage constituerait en quelque sorte un réservoir des travailleurs sans statut et une transition possible entre un état et l'autre.

C'est un éclatement social prolongé, stabilisé que proposent comme solution à la crise les défenseurs d'une société à plusieurs vitesses, qu'on la nomme duale ou d'une autre manière, l'expression et les différentes variantes importent peu.

4. Cf. *La robotique*, Benjamin Coriat, éd. La découverte-Maspero.

5. Cf. *L'informatisation et l'emploi*, Olivier Pastré, éd. La découverte-Maspero.

6. « Enquête emploi 1985 », Jean-Luc Heller, *Economie et statistique*, juin 1985.

Dans ce sens, les statuts du travail au Japon sont un modèle de société duale. Chacun sait que l'organisation du travail, dans ce pays sert de référence au patronat français en mal de modernisme. Le tiers de la population ouvrière japonaise est constitué de travailleurs qui bénéficient globalement d'une garantie de l'emploi à vie au sein de l'un des quelques grands groupes industriels qui dominent l'économie de ce pays, même si ce type d'acquis est également remis en cause aujourd'hui. Les deux tiers restant sont, eux, soumis aux statuts les plus flexibles qui soient : de la semaine de 60 heures au temps partiel d'1 heure par semaine sans garantie de l'emploi.

Si l'on examine les droits des salariés en France, ce sont les acquis de 1936 qui représentent une tendance à l'égalisation des conditions de travail complétées par le produit des luttes des années 1960 et 1970 : augmentations de salaire égales pour tous, déroulement de carrière assurant le passage de l'OS au poste supérieur etc.

Cette tendance s'inverse sous la pression de l'offensive de la classe dominante, depuis plusieurs années, a fortiori parce que ce sont les secteurs de la classe ouvrière traditionnelle les mieux organisés qui ont été laminés dans les batailles récentes, alors que leurs acquis sociaux au cours de décennies de luttes profitaient à l'ensemble de la classe.

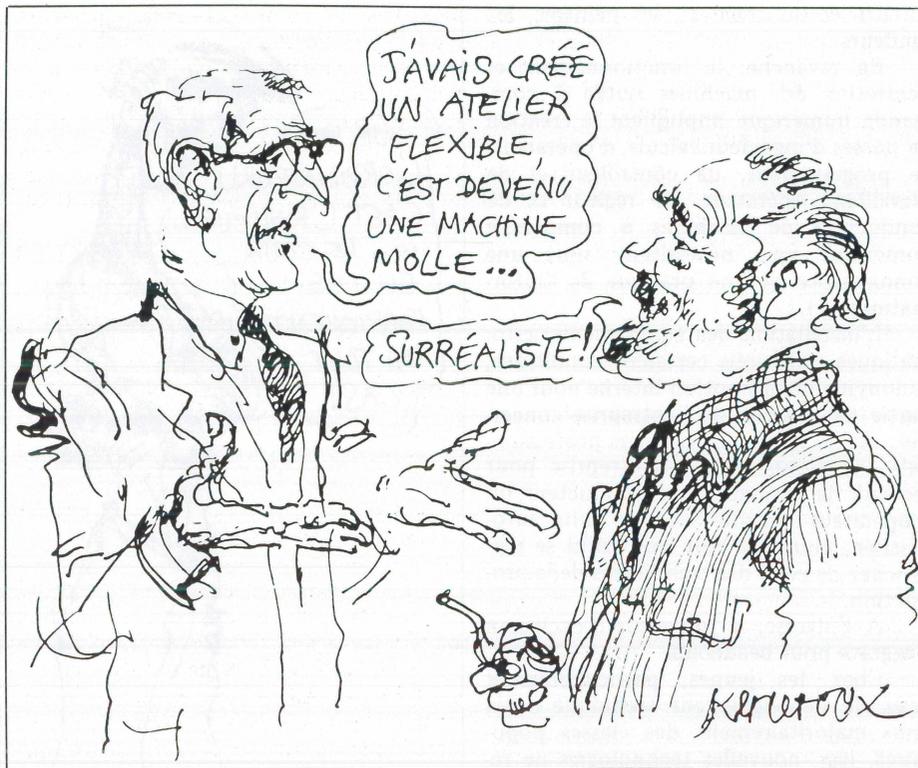
La mise en place d'une société à plusieurs vitesses suppose la suppression de ces acquis, des lois et des règles qui tendaient à égaliser les statuts des travailleurs.

Le patronat introduit même certaines méthodes d'exploitation, expérimentées dans les entreprises et les groupes qu'il possède dans les pays dits du « tiers-monde ». La prolifération des zones franches dans les pays industrialisés en est un bon exemple. Celles-ci sont des lieux où les lois qui s'appliquent pour les patrons et les travailleurs sont différentes de celles qui ont cours sur l'ensemble du pays. Pour mémoire, rappelons qu'en France, les zones franches sont abolies depuis Colbert au 17^e siècle !

Enfin, le développement des nouvelles technologies agrandit le fossé entre deux catégories de travailleurs : ceux qui savent les utiliser et ceux qui sont exclus de l'apprentissage, de leur maîtrise, en premier lieu les OS. Par un curieux retour en arrière, cette division peut tendre à effacer l'une des conséquences du taylorisme. En effet, ce dernier mit en cause les avantages que possédaient les ouvriers de métiers qui maîtrisaient le savoir-faire nécessaire à la production d'un bien aux dépens des simples ouvriers. La mécanisation, le travail à la chaîne ouvraient les portes des usines aux OS.

La maîtrise des nouvelles technologies peut réinstaurer cette coupure entre ceux qui ont la qualification nécessaire et ceux qui ne l'ont pas, tendant ainsi à les rejeter du procès de production.

L'ensemble de ces facteurs concourt à créer de nouvelles divisions au sein de la classe ouvrière. Tous ces éléments diffèrent



de ceux qui marquaient les divisions de la classe ouvrière dans les années 1950 et 1960. La division de la classe ouvrière n'est pas en soi un problème nouveau. Elle n'a jamais été une et unie. Mais on assiste aujourd'hui à une division sous des formes nouvelles.

Importer le modèle d'organisation du travail japonais a évidemment des limites. Le patronat nippon explique d'ailleurs à ses collègues occidentaux qu'ils doivent adapter et non pas copier leurs méthodes. Les rapports des classes ouvrières française et japonaise au travail sont en effet pratiquement inverses : un tiers de statuts stables et deux tiers de statuts précaires au Japon, ce qui est l'image contraire de celle de la France. Le patronat français est donc loin d'avoir déjà gagné cette bataille de la société duale.

NOUVELLES TECHNOLOGIES : QUALIFICATION ET EXCLUSION

Quel rôle joue précisément le développement de la robotique dans les divisions au sein de la classe ouvrière ?

Le robot, la machine programmable ont la capacité d'intégrer tout ou partie de la qualification et du savoir-faire de l'ouvrier. Ils peuvent ainsi supprimer des postes de travail pénibles et répétitifs tenus par des ouvriers qualifiés ou non. Ils peuvent aussi complètement transformer les tâches et la fonction d'un ouvrier professionnel, de la mise au point, du réglage et de la mise en action de la machine, au contrôle de la bonne marche du processus de fabrication qu'assure l'informatique.

On peut parler d'une certaine déqualification puisque les capacités détenues et maîtrisées auparavant par l'être humain sont maintenant mises en œuvre par une machine. Mais, l'homme demeure indis-

pensable à la mise en marche, à la surveillance et à l'entretien de la machine.

Pour exécuter ces nouvelles tâches, l'OS dont le poste de travail est supprimé, l'ouvrier professionnel (OP) qui voit le sien profondément transformé devront, l'un comme l'autre, passer par l'apprentissage de l'informatique. Il s'agit bien d'une qualification ou requalification indispensable. Même si les termes de l'apprentissage peuvent être discutés, ce n'en est pas moins une qualification nouvelle par rapport aux connaissances précédentes.

Cet accès à la formation informatique, aux nouvelles technologies peut aussi permettre à l'intéressé d'élargir son champ de travail, de surveillance, de contrôler au sein de l'entreprise d'un à plusieurs postes de travail liés l'un à l'autre par les automatismes mis en place. En même temps, elle peut ouvrir un vaste champ à la recherche d'une formation individuelle. La vogue actuelle des ordinateurs domestiques en est une bonne illustration.

Quelles sont les conséquences pratiques de la mise en place des robots dans une entreprise ? Prenons un exemple. Une ligne de soudage par robots supprime dans une usine automobile 70 emplois de soudeurs. Simultanément, elle crée 4 postes d'opérateurs, 2 de maintenance, entretien, réparation et 1 de manutention. On mesure ainsi le nombre d'ouvriers chassés de leur emploi par la robotique.

Le robot est encore l'outil informatique le moins répandu. La machine-outil à commande numérique est plus commune. Sa mise en place entraîne déjà des modifications substantielles dans l'organisation d'un atelier. L'essentiel des suppressions de postes s'opère au bureau des méthodes, dans l'encadrement, les métiers classiques de l'atelier (tourneurs, fraiseurs), les réglages de machines, les dessi-

nateurs et les traceurs, les peintres, les fondeurs...

En revanche, le fonctionnement et l'entretien des machines outils à commande numérique impliquent la création de postes d'ingénieur-calculs, d'opérateur, de programmeur, de contrôleur et de surveillant opérateur, de régleur et de conducteur de machines à commande numérique qui nécessitent tous une connaissance et une pratique de l'informatique (7).

L'installation des équipements automatiques sera, sous certaines conditions, synonyme de promotion interne pour une partie des salariés de l'entreprise concernée. A l'extrême, les ouvriers professionnels sélectionnés dans l'entreprise pour recevoir la formation de conducteur ou d'opérateur-contrôle sur une unité automatisée, pourront voir leur statut se rapprocher de celui des techniciens de la production.

A l'inverse, le processus d'exclusion s'aggrave pour beaucoup.

Chez les jeunes, particulièrement ceux de l'enseignement technique court issus majoritairement des classes populaires, les nouvelles technologies ne représentent en rien une ouverture. Les certificats et brevets professionnels (CAP et BEP) donnent souvent une qualification obsolète, sans même parler de ceux qui quittent l'école sans aucun diplôme. De plus en plus, les entreprises employent des jeunes qui ont un niveau fin études secondaires ou plus, à des postes qui n'exigent pourtant pas automatiquement une telle qualification. Cette tendance à la surqualification-déqualification est renforcée par le chômage d'un tiers des moins de vingt-cinq ans.

Enfin, les nouvelles technologies renforcent la ségrégation sociale. Les enfants des couches moyennes se familiariseront d'autant avec la micro-électronique qu'elle peut être présente au foyer, ce n'est guère le cas de bien des foyers populaires, ce qui entraîne un handicap de plus pour les enfants issus de ces milieux. Ces quelques remarques indiquent quel est l'enjeu de la bataille sur la formation professionnelle.

CRISE DU FORDISME

Analyser ce qu'on peut nommer la crise du fordisme nous intéresse lorsque l'on veut décrire les conséquences de la modernisation des rapports de travail, de la robotisation sur la classe ouvrière aujourd'hui.

Cette crise ne date pas de l'implantation et du développement des automatismes, des robots dans l'usine. L'exemple japonais est de ce point de vue très éclairant. Il est analysé entre autres dans le rapport Dalle sur l'automobile (8).

Sous le titre « *Pour une stratégie d'adaptation de l'industrie automobile française* », Dalle consacre intégralement la troisième partie de son rapport et sa conclusion à l'examen du « défi japonais ». Celui-ci tient largement, selon lui, au « modèle d'organisation original de la production industrielle, qui prend le



contrepied du taylorisme » mis en place au Japon dans les années 1970. Les industriels européens ignorèrent cette démarche parce qu'ils firent largement appel, entre autres dans l'automobile, à la main-d'œuvre immigrée à qui ils imposaient les pires conditions de travail.

Les méthodes mises au point par le patronat japonais partent de la remise en cause de l'accumulation des stocks « caractéristique de l'organisation taylorienne ». La solution adoptée est le fractionnement des lots de production, ce qui aboutit à une grande fluidité de la fabrication, à une sorte de production « à la demande » du produit fini, celle-ci commandant à son tour la production des lots de pièces intermédiaires exigées en quantité nécessaire et en temps utile.

Cette production par petites séries fractionnées, à l'inverse de la production fordienne à grande échelle « en continu », entraîne une série de conséquences. Le fractionnement de la production permet de rendre les producteurs eux-mêmes responsables de la qualité du produit fini. A cet effet, ils sont regroupés en cercles dits de qualité ou de progrès. La nouvelle organisation du travail encourage ainsi les exécutants à prendre part à son perfectionnement. Laissons encore la parole à Dalle : « (Cette forme) d'expression des salariés sur le lieu de travail (est) le

fruit de rapports sociaux qui s'établissent, dans le cadre de travail naturel entre des hommes d'atelier, qui sont d'autant mieux à même de poser les problèmes qu'ils vivent, et les hommes des bureaux des méthodes et d'études qui sont mieux à même de juger des interdépendances et d'éviter les fausses querelles ou les solutions partielles ».

La production fractionnée, la fluidité de la fabrication, le contrôle de la quantité de lots de productions exactement nécessaires à la fabrication du produit en cours, le contrôle de la qualité du produit par ceux qui le fabriquent forment un ensemble ; une nouvelle organisation du travail dont les économies directes et indirectes de fabrication et les performances en terme de rentabilité du travail sont « spectaculaires et étonnantes ». Selon Dalle, « ces performances étonnantes doivent très peu aux technologies de pointe dont nous faisons si grand cas en Europe et spécialement en France, même si elles facilitent leur développement. Elles favorisent par contre une certaine forme de socialisation du travail », conclut-il.

On ne saurait pourtant assimiler ces nouvelles méthodes de travail, la prolifération de cercles de « qualité », de « progrès », de « sécurité » et autres groupes d'expression, avec le travail de groupe. Celui-ci reste une expérience limitée. Deux exemples connus concernent les usines automobiles scandinaves Saab et Volvo. Les travailleurs de certains ateliers sont rassemblés en « groupe de travail ». Ils assurent ensemble l'assemblage des moteurs des véhicules. Chacun effectue cette tâche de la première à la dernière opération, en assurant le suivi de l'unité produite du début à la fin. Les équipes sont en général fixes, se connaissent et sont censées organiser elles-mêmes leur production en fonction du plan de charge. C'est effectivement une rupture radicale avec l'organisation fordienne du travail à la chaîne. Mais elle reste du domaine de l'exception.

On ne peut parler d'expériences similaires en France. Les ruptures avec les normes traditionnelles du taylorisme y sont moins audacieuses. On assiste à la mise en place de petites unités de production « autonomes » (module) au sein de l'usine, responsables de leur bonne marche et de leur gestion, et dont les travailleurs doivent pouvoir se remplacer les uns les autres au pied levé. Ces unités conservent leur encadrement et leurs agents de maîtrise.

La rupture partielle avec l'organisation taylorienne du travail peut en fait revêtir les formes les plus diverses. Bien que les cercles d'expression ou les cercles de « qualité » soient pourtant une expé-

7. Note économique, numéro 28, Comité central d'entreprise des avions Marcel Dassault.

8. François Dalle, PDG de l'Oréal, président d'honneur de Nestlé et ami intime de François Mitterrand, fut chargé par celui-ci de rédiger un rapport sur l'état de l'automobile en France (cf. *Liaisons sociales*, 24 octobre 1984). Il vient d'être chargé par le gouvernement Chirac de réfléchir sur les « petits boulots ».

Une expérience dans la sidérurgie: la Solmer à Fos

Après un dur conflit social en 1979, la direction de la Solmer-Fos opte pour une gestion participative. Elle lance d'abord une campagne de sécurité au travail, en mobilisant les salariés. Le taux d'accidents passe de 88,6 pour mille en 1978 à 11,7 pour mille en 1982. Par ailleurs, elle élabore un plan de « suggestions individuelles » du personnel, pour améliorer le fonctionnement des installations, et crée un département de l'information qui inonde le personnel de bulletins en quadrichromie sur toutes les questions à l'ordre du jour dans l'usine. Elle crée deux types de collectifs organisant les travailleurs, les cercles de progrès et les cercles de qualité. Les premiers groupent ponctuellement des travailleurs de différents services ou secteurs d'activité pour améliorer tel ou tel aspect du processus de fabrication, tandis que les seconds réunissent des travailleurs d'un même secteur, de façon régulière, pour améliorer la qualité des produits grâce à l'analyse des origines des défauts constatés et des moyens d'y remédier. Le tout est appuyé sur les techniques modernes de communication largement diffusées dans l'usine : affiches, autocollants, badges, bandes dessinées, journal d'expression des cercles de progrès et de qualité.

Plus d'une centaine de cercles voient le jour dans l'en-

treprise. Ils se répartissent dans les proportions suivantes : fabrication-exploitation 35 %, département mécanique-hydraulique 25 %, électrique-électronique 17 %, méthodes-contrôle-formation-sécurité 12 %, services administratifs 6 %. D'après les statistiques de 1983, ils sont composés de 18 % d'agents de maîtrise, 31 % de techniciens, 21 % d'agents spéciaux (catégorie intermédiaire entre les techniciens et les ouvriers professionnels-OP), 18 % d'OP, 8 % d'ouvriers spécialisés (OS), 4 % d'administratifs. Sur deux années de fonctionnement, 1982-1983, ils ont regroupé 54,9 % des 1 295 techniciens, 54,6 % des 1 907 agents de maîtrise, 30 % des agents spéciaux, 27,4 % des 1 100 OP, 13,6 % des 700 OS, 29,4 % des 400 employés (9).

Cinq années de cette politique sociale intensive ont incontestablement permis au patronat de marquer des points. L'influence des organisations syndicales, fortes et combatives jusqu'en 1979, a été sérieusement entamée. La Solmer est devenue une entreprise sidérurgique performante, mais absente des luttes de ce secteur ces trois dernières années, sans même de liens tangibles avec la lutte d'Ugine-Acier-Fos, pourtant voisine, condamnée à la fermeture par le plan Mauroy. L'ambiance dans l'usine avait changé ... ■

rience largement répandue dans le groupe Thomson, une usine de ce même groupe a récemment démarré une production nouvelle en implantant une chaîne toute neuve. La méthode reste très taylorienne.

En France, les cercles de « qualité » existent en effet depuis des années dans une série de branches industrielles de la sidérurgie, Solmer-Fos (voir encart), Usinor-Dunkerque, dans l'agro-alimentaire, Lesieur, dans l'équipement, Merlin, et dans certaines usines du groupe Thomson. Leur mise en place est également fort avancée dans certaines usines de l'automobile, chez Peugeot entre autres. Ces expériences concernent en général l'ensemble de l'entreprise où elles sont mises en place.

VERS UN DÉPASSEMENT DE LA CRISE DU FORDISME ?

En France, en 1981, on ne comptait qu'environ cinq cents cercles de qualité répartis dans certaines usines pionnières. Mais leur développement a été rapide, notamment sous les gouvernements de gauche. En 1983, le nombre de cercles de qualité s'élevait à 3 000. En 1984, on en recensait 10 000 implantés dans deux milles établissements et impliquant la participation de 200 000 salariés à leurs activités. Une association française pour les cercles de qualité a été créée en mai 1981 sous le patronage de grandes entreprises telles que Citroën, Kodak, Lesieur, Péchiney, Thomson. Selon ses dirigeants, elle regroupe près de quatre cents entreprises (les 2 000 établissements cités ci-dessus font partie de ces quatre cents entreprises ou groupes), concerne environ 40 % des salariés. Selon le CNPF, environ 20 000 cercles de qualité seraient en place aujourd'hui dans les entreprises.

Dans son dossier de janvier 1985, intitulé « Désolé mister Taylor, on peut faire mieux ! », la revue patronale l'Usine

nouvelle remarque : « Polyvalence, enrichissement des tâches, cercles de qualité, amélioration des conditions de travail... malgré les apparences, les nouvelles formes d'organisation du travail apparues dans les années 1970 poursuivent leur marche en avant. Simplement, les entreprises en parlent moins. Et quand elles en parlent, c'est plus pour célébrer les vertus d'une organisation non taylorienne en matière de productivité, de souplesse et de qualité que pour vanter, comme il y a dix ans, ses effets positifs sur le bien-être des hommes. Autre temps, autres priorités ».

La politique adoptée par les gouvernements de gauche après le 10 mai 1981 (lois Auroux, définition des droits et des groupes d'expression dans l'entreprise) relève des mêmes principes et méthodes que celle mise en œuvre par le patronat avec les cercles de qualité. C'est, pourrait-on dire, la version social-démocrate des méthodes de travail inaugurées au Japon (10).

Au contraire des structures rigides et très hiérarchisées de l'entreprise taylorisée, les nouvelles méthodes de travail cherchent à intégrer le travailleur dans le bon fonctionnement de l'usine et relativisent les rapports hiérarchiques. Ce système d'organisation peut contribuer à réduire l'influence des syndicats, ou tout au moins à les mettre en difficulté quand ils sont impuissants à le contrer en offrant des alternatives mobilisatrices.

La rentabilité et la productivité de l'entreprise sont les objectifs permanents de la course à la qualité, en concurrence avec les entreprises qui fabriquent les mêmes produits, en concurrence même avec les autres services, secteurs et ateliers dans l'usine. Chacun devient responsable de la compétitivité globale de l'entreprise et doit voir s'il est au-dessus ou au-dessous de la norme. Au niveau de l'entreprise ou du groupe, les cercles de qualité peuvent échanger leurs points de vue, par le biais

de rencontres ou de journaux. Il existe même des échanges dans le cadre national, par l'intermédiaire de congrès des cercles de qualité ou de revues qui leur sont consacrées.

Il s'agit-là d'une politique sociale au sens strict du terme. Elle se développe sur fond de propagande libérale largement reprise par les médias. Elle s'insère évidemment dans le cadre de la crise actuelle du capitalisme, mais aussi — les patrons n'étant pas stupides — dans le cadre de la crise du mouvement ouvrier, que le patronat observe avec la plus grande attention. Ce dernier cherche à apparaître comme l'innovateur dans le domaine social, alors que pèsent sur les organisations ouvrières les espoirs déçus de ces dernières années.

Ironie de l'histoire, en agissant ainsi les patrons s'approprient à leur façon une vieille revendication du mouvement ouvrier socialiste. Il est en effet irrationnel de séparer le « manuel » qui fabrique de l'« intellectuel » qui élabore. C'est pourtant cela, le taylorisme. Les nouvelles méthodes de travail et la prise en compte par les patrons de « l'intelligence ouvrière, fantastique gisement de productivité », selon leur propre expression, visent à gommer cette absurdité.

Dans une période de crise du mouvement ouvrier, cette solution leur semble un pari qu'ils pensent pouvoir gagner. Mais ils ne doivent pas oublier que s'appuyer sur cette « intelligence ouvrière » est

9. Guy Groux et Catherine Lévy, « Mobilisation collective et productivité économique : le cas des cercles de qualité dans la sidérurgie », dans *Revue française de sociologie*, numéro 26.

10. Les droits d'expression des salariés dans les entreprises, définis par la loi du 4 août 1982, furent à l'époque vomis par les patrons. Ils visaient à « garantir l'expression des salariés sur le contenu et l'organisation de leur travail, ainsi que sur l'amélioration des conditions de travail. » Ils ont été, depuis, reconduits par le gouvernement Chirac... sans bruit. Plus personne ne s'en plaint.

une arme à double tranchant, qui pourrait se retourner contre eux dans une période de mobilisation ouvrière, en rendant l'usine ingouvernable.

TRAVAILLER PLUS ET PRODUIRE MOINS ?

Le robot, l'automatisme, apparaissent conformes aux temps de crise, en alliant modernisation et flexibilité de la production et des hommes. Il ne s'agit pas là d'un impératif des temps modernes, du progrès technique, mais la condition nécessaire à une production rentable au cours d'une crise économique qui dure maintenant depuis plus de dix ans. Les nouvelles méthodes de travail, l'objectif « zéro stocks » emprisonnent tout pas en avant des techniques dans ce cadre. C'est l'organisation de la production au plus juste. C'est la légalisation, le couronnement d'une forme de rareté au moment où les deux tiers de la population de la planète meurent de faim.

Cette rareté découle du fossé qui sépare la demande solvable et les possibilités productives. Personne ne peut évidemment soutenir que trop de produits sont fabriqués à l'heure où les trois quarts de la population de la planète vivent dans la misère. On en arrive donc au principe selon lequel la taille des stocks des biens doit tendre vers zéro (11). A l'inverse, la durée pendant laquelle les hommes sont susceptibles d'être mis au travail s'étend. Elle devient même inversement proportionnelle à la taille des stocks, qui diminue, ce qui est le comble de l'absurde. A tout moment, les moyens de production doivent être prêts à répondre à la demande conjoncturelle du marché.

La dépendance de l'homme au travail s'accroît, non pour produire plus, mais pour s'assurer qu'on ne produira absolument pas plus qu'il n'est nécessaire à un capitalisme en crise.

Les machines automatisées, leur mode de fonctionnement élastique (disponibilité 24 h sur 24) et la flexibilité du temps de travail permettent ainsi au patronat d'adapter, dès que le besoin s'en fait sentir, le fonctionnement de ses moyens de production à ses possibilités de gain financier. L'effacement des stocks est donc rendu possible par l'allongement démesuré du travail la semaine où il faudra répondre à une commande, et par sa réduction drastique lors d'une semaine creuse. La loi du marché en crise commande tout.

Toute possibilité de planification rationnelle du travail en fonction des besoins recule, alors même que ces nouvelles technologies permettraient de produire plus, et donc de répondre à la demande réelle, tout en allégeant la charge de travail des salariés.

Cette logique, la seule véritable de la modernisation, nous est étrangère. La prise en main de l'appareil de production par les travailleurs permettrait d'utiliser les « nouvelles technologies » à de tout autres impératifs. Elle remettrait en cause l'obsession de la production limitée et de



l'absence de stocks, qui induisent la flexibilité du temps de travail.

Elle se précipiterait d'abord de produire ce dont les hommes manquent, dans le cadre d'une planification rationnelle. Les biens seraient donc produits en fonction de leur utilité sociale.

Une production organisée, planifiée, permettrait de répartir le travail à charge constante entre toutes les mains disponibles, semaine après semaine, sans déréguler la vie des travailleurs. Elle ferait disparaître le chômage et permettrait l'utilisation des nouvelles technologies à l'amélioration réelle des conditions de travail. C'est dans ce cadre seulement que l'on pourrait se préoccuper de restreindre au maximum les stocks en cours de production.

LA QUALITÉ DE LA RARETÉ

Au milieu de la crise, de la rareté, de la misère, la bourgeoisie essaie d'enfermer les travailleurs dans la course à la qualité. On ne peut être hostile à la qualité des produits en tant que telle. Encore faudrait-il qu'ils servent à satisfaire les besoins de ceux qui les consomment, en font usage. Mais ce n'est pas le but de la course à la qualité que mènent les entreprises aujourd'hui. Il s'agit avant tout de répondre à la concurrence entre des producteurs de biens identiques, d'arracher à l'autre des parts de marchés dans un marché déjà réduit. C'est à cette guerre intercapitaliste que se lient les travailleurs qui participent à la course à la qualité, dans les cercles mis en place par la direction de chaque usine. L'éloge des cercles de qualité par les organisations du mouvement ouvrier — la direction de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) par exemple — illustre, si besoin était, leur intégration au capitalisme de concurrence.

Il est décisif pour l'organisation syndicale dans l'entreprise de contrecarrer la stratégie des nouvelles méthodes de travail mises en œuvre par le patronat. Il ne s'agit pas de mener des batailles d'arrière-garde, qui feraient des révolutionnaires les

défenseurs du taylorisme justifiant la séparation du travail manuel et intellectuel. Nous partons bien de l'aspiration légitime des travailleurs à participer à l'amélioration de leur travail dans sa totalité, des améliorations à apporter à la production, comme aux conditions dans lesquelles elle s'effectue.

Loin de répondre à ce désir, les cercles de qualité sont des groupes dans lesquels la réflexion des travailleurs n'est autorisée à s'exprimer que sur des points qui améliorent la productivité dans l'entreprise, sous l'œil de la hiérarchie. A l'inverse, notre démarche obéit à une logique de contrôle ouvrier sur la production. Elle vise à l'amélioration des conditions de vie et de travail. Elle concerne tous les sujets qui préoccupent les travailleurs dans l'indépendance la plus complète qui soit de l'encadrement. Notre but est d'unifier, de réunifier les salariés, d'être l'expression du collectif ouvrier qui permet seul la marche de l'entreprise.

Le problème se pose nettement, lorsque de nouvelles machines sont installées dans l'usine. Nous ne refusons pas les nouvelles technologies, mais nous exigeons le contrôle sur leur choix, sur le type de formation et les normes de fonctionnement qu'elles impliquent, et en même temps l'accès à une formation adéquate pour tous les travailleurs des ateliers et des services concernés par les nouvelles installations. Enfin, nous refusons toute suppression d'emploi, tout licenciement, pour revendiquer au contraire ce qui devrait aller de pair avec le progrès technique et la lutte contre le chômage, c'est-à-dire la réduction du temps de travail.

C'est seulement ainsi qu'il sera possible de s'opposer à la stratégie patronale des cercles de qualité qui vise, entre autres, à contourner l'organisation des travailleurs dans l'entreprise et à les intégrer dans d'autres cadres de concertation et de collaboration.

Il n'est pas possible de développer de manière convaincante une agitation sur le plein emploi aujourd'hui sans expliquer concrètement ce que veut dire pour nous la satisfaction des besoins sociaux. Chacun s'accordera à reconnaître qu'il n'existe plus, aujourd'hui, de modèle de socialisme pour les travailleurs des pays industrialisés. Les exemples se sont transformés en leur contraire dans les pays de l'Est, les expériences en cours dans des pays comme le Nicaragua leur paraissent répondre à de toutes autres situations.

C'est une des tâches des révolutionnaires que d'expliquer à quoi devraient servir les moyens de production et la force de travail dont dispose l'humanité à l'heure actuelle. ■

Michel MOREL,
30 octobre 1986.

11. « Zéro stocks, zéro défauts » sont les buts de l'entreprise nouvelle manière. Cf. « Gestion de production : "Objectif zéro stocks" ». Dossier de l'Usine nouvelle, septembre 1984.

Durcissement du régime de Séoul

Le mouvement étudiant dans le collimateur

LA croissance économique considérable qu'a connue la Corée depuis 25 ans a été accompagnée de l'apparition, à plusieurs reprises, de mouvements populaires de grande ampleur qui ont menacé les régimes autoritaires ayant dirigé cette croissance (1). Cela a été le cas au moment de la chute de Syngman Rhee et de l'arrivée au pouvoir de Park Chung Hee, en 1960-1961, et encore lors de la chute de ce dernier et l'arrivée au pouvoir du dictateur actuel, Chun Doo Hwan, en 1979-1980. Aujourd'hui encore, la Corée du Sud connaît une grande effervescence politique et vit à l'heure de mobilisations de masse qui mettent face à face la population et le régime. Après la répression du mouvement de masse qui a accompagné la prise du pouvoir par Chun Doo Hwan, et notamment l'écrasement du soulèvement de Kwangdju, en mai 1980, le pays a connu une « stabilité » provisoire, mais le dégel s'était déjà amorcé depuis quelques années.

A partir de 1982-1983, une libéralisation du régime a commencé, en partie sous la pression des Etats-Unis. Déjà en 1981-1982, plusieurs milliers de détenus du soulèvement de Kwangdju avaient été libérés. En 1983, Kim Dae Jung, figure de proue de l'opposition au régime, condamné à mort puis à 20 ans de prison après la révolte de Kwangdju, était libéré et autorisé à s'exiler aux Etats-Unis, pour ensuite revenir en Corée du Sud en février 1985. En 1983-1984 également, on assiste à des luttes ouvrières locales et partielles et à des mouvements parmi les paysans. Le mouvement étudiant, dont on reparlera plus loin, commence à se réorganiser. Ces modifications du climat social et politique ont été reflétées par une percée du principal parti de l'opposition légale réorganisée, le Nouveau parti démocratique de Corée (NKDP), aux élections législatives de février 1985.

David CAMERON

Le régime de Chun Doo Hwan est qualifié de dictature par l'opposition et le mouvement étudiant. Pourtant, le président a été dûment élu en 1981 par un collège électoral, comme prévu par la Constitution. Son parti, le Parti démocratique pour la justice (DJP), dispose d'une majorité au Parlement, renouvelée aux élections législatives de février 1985. Mais en réalité, il s'agit d'une démocratie fortement « dirigée ». Le président est élu par un collège électoral facilement manipulable et grâce à un système électoral qui rend pratiquement imbattable le parti au pouvoir, le DJP, qui, avec 35,3 % des voix, dispose de 148 sièges sur 276 au Parlement, alors que le NKDP, avec 29,3 % des voix, n'en dispose que de 90. Le système électoral garantit donc le maintien au pouvoir de Chun et de son parti. Il faut aussi tenir compte de la puissance du gouvernement, des ressources dont il dispose, du clientélisme, de son monopole du contrôle des médias qui a d'ailleurs provoqué au printemps 1986 une campagne de refus de payer l'abonnement à la chaîne de télévision nationalisée, le KBS. C'est pour briser tous ces mécanismes de contrôle

gouvernemental que la revendication centrale de l'opposition est celle des élections présidentielles directes.

LE DJP, PARTI DU POUVOIR

Chun Doo Hwan est arrivé au pouvoir en 1980 par un coup d'Etat militaire. C'est l'année suivante qu'il a créé le DJP, sur les ruines du Parti républicain démocratique de Park Chung Hee, lequel n'avait pas survécu à la mort de son fondateur. Le parti a 1,5 millions d'adhérents, c'est-à-dire 6,5 % de l'électorat du pays. Mais ces adhérents sont complètement passifs. En ce moment, le DJP essaie de « se débarrasser de son identité d'instrument politique des forces armées » (2), notamment à travers d'un programme de formation politique de ce qu'il appelle « des militants du noyau », dont 110 000 ont pour l'instant suivi une telle formation. Mais la transformation du DJP est tout sauf évidente.

Le DJP est connu sous le nom de « yuk-pob-dang » (*yuk* pour Yuksa, l'académie militaire coréenne, KMA ; *pob* pour pobdae, la faculté de Droit de l'Université nationale de Séoul ; *dang* pour parti). De 148 députés du DJP, 27 viennent

Mais c'est depuis le printemps 1986 qu'on assiste vraiment au développement d'un mouvement politique de masse pour la démocratie et qui s'affronte de plus en plus au pouvoir. Ce mouvement a été lancé par le NKDP au mois de février, sous la forme d'une campagne de pétition pour des élections présidentielles directes, accompagnée d'une série de rassemblements de masse. Cette campagne a vu descendre dans la rue des centaines de milliers de manifestants. La composition populaire de ces mobilisations était frappante. On a vu apparaître sur la scène politique un mouvement étudiant renaissant aux orientations radicales, qui dénonçait le régime tout en critiquant le NKDP. Notamment au moment des émeutes d'Inchon, le 3 mai, ce mouvement a montré qu'il disposait d'un certain soutien populaire pour ses positions antidictatoriales et aussi anti-impérialistes.

Dans l'article ci-dessous, nous partons des données fondamentales de la situation politique sud-coréenne, c'est-à-dire la nature du régime de Chun Doo Hwan et de l'opposition bourgeoise, les rapports entre le régime et les classes sociales, le rôle du mouvement étudiant. Nous allons voir que les contradictions de la situation sont peut-être plus aiguës qu'elles ne le semblent et que la Corée du Sud n'est pas forcément à l'aube d'une « transition démocratique » contrôlée à l'image de ce qui s'est passé dans une série de pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Uruguay) ni d'une « révolution de février » à la Philippine. C'est ce que montre le durcissement du régime de Chun Doo Hwan qu'on peut discerner depuis le début octobre.

Mais avant de parler d'une démocratisation possible du régime, essayons de voir de quel régime il s'agit, de ses rapports à la fois avec la bourgeoisie et avec les masses populaires, et à quelle opposition il doit faire face.

de la faculté de Droit et 21 du KMA. Si on y ajoute le nombre de députés qui viennent de la police nationale, de la CIA coréenne (KCIA) et d'autres institutions de l'Etat, le caractère bureaucratique-militaire du parti est encore plus clair. D'ailleurs, à la tête du parti, c'est la composante strictement militaire qui domine. Park Joon Byung, chef du bureau de coordination de la politique nationale du DJP peut déclarer : « *Je peux vous assurer qu'il (le DJP) n'a aucun rapport avec les forces armées.* » (3) Il n'en reste pas moins vrai qu'il est lui-même un général à la retraite, tout comme Roh Tae Woo et Chong Sun Dok, respectivement président et secrétaire général du parti, et Chun Doo Hwan lui-même. Quant au premier ministre Lho Shin Yong, souvent cité comme dirigeant « civil », c'est un diplomate de carrière qui fut auparavant directeur de l'Agence de planification de la sé-

1. Voir notre article « Un "miracle" fragile », paru dans *Inprecor* numéro 228 du 20 octobre 1986.

2. Comme l'a posé le problème l'article de Patrick L. Smith dans l'*International Herald Tribune* du 26 mai 1986.

3. Cité dans la *Far Eastern Economic Review* du 13 mars 1986.

curité nationale (KCIA) Le DJP est en plus un parti extrêmement centralisé, tous les postes étant remplis par nomination de haut en bas.

Ces faits nous permettent de mieux comprendre que le DJP est l'expression politique de l'appareil d'Etat, et largement celle des organes de répression. Par conséquent, et au-delà des aspects secondaires que sont les intérêts de cliques et le fait que Chun favorise sa propre génération et ses propres amis, il y a une continuité dans la forme et le contenu de l'Etat sud-coréen au moins depuis le coup de Park en 1961.

Cela est décisif pour comprendre les rapports entre la bourgeoisie sud-coréenne et ce régime qui se confond avec l'appareil d'Etat. Cette bourgeoisie est elle-même dans une grande mesure la création de l'Etat bureaucratique-militaire. Un dense réseau de rapports de clientélisme et de chevauchement lie le personnel du gouvernement, de la hiérarchie militaire, de la haute administration, des secteurs nationalisés de l'économie et des grandes sociétés privées, les « chaebol », au nombre d'une vingtaine, et dont les dix plus importantes assuraient 75 % du produit national brut (PNB) en 1983 (4). Malgré sa puissance relative, qui la place sur un autre plan que celui du « capitalisme des copains » du régime de Ferdinand Marcos aux Philippines, par exemple, cette bourgeoisie a peu de flexibilité en ce qui concerne la forme politique de sa domination. Tout d'abord, il y a d'importants intérêts matériels et particuliers en jeu, qui seraient menacés s'il y avait une démocratisation du régime coréen et le changement de gouvernement qui s'ensuivrait presque inévitablement. Le NKDP, bien que tout a fait engagé à défendre le système capitaliste, se caractérise justement par le fait qu'il soit exclu des centres de décision politiques et économiques et par son isolement de cette nouvelle bourgeoisie.

Mais il y a une raison encore plus fondamentale qui explique que le régime entend résister aux pressions favorables à une démocratisation. Un régime bourgeois-démocratique qui serait stable à long terme a besoin d'une assise sociale composée de couches sociales suffisamment solides. Or, un des éléments explosifs du cocktail sud-coréen est justement constitué par l'existence de larges couches sociales défavorisées. Il s'agit à la fois de la classe ouvrière, qui a été l'artisan principal de la croissance économique, des couches urbaines pauvres déplacées par l'exode rural et qui constituent la nébuleuse du secteur informel, et d'une partie de la paysannerie frappée par l'impact du marché mondial sur l'agriculture coréenne et notamment par l'afflux de produits agricoles américains. Ces couches constituent des forces difficiles à contrôler, qui se mobilisent aujourd'hui derrière les mots d'ordre modérés du NKDP, mais qui sont susceptibles à se radicaliser. Il est difficile d'asseoir un régime démocratique stable sur une telle base sociale. Le DJP préfère conserver le pouvoir, à la fois pour empêcher que les exclus de la

croissance puissent s'exprimer politiquement, et pour maintenir le niveau de répression qui a permis le taux élevé d'exploitation et donc le « miracle » sud-coréen.

En effet, malgré le niveau élevé du revenu par tête d'habitant, les inégalités sociales sont importantes et les conditions de travail des ouvriers très dures (5). En plus, la semaine de travail en Corée du Sud est parmi les plus longues du monde, c'est-à-dire 53,1 heures par semaine en 1980. Et au cours de l'année 1984 par exemple, chaque jour 5 travailleurs ont trouvé la mort dans des accidents du travail et 430 ont été blessés (6). Ces chiffres n'incluent même pas les ateliers qui occupent moins de 10 travailleurs, un secteur de l'emploi qui utilise 52 % de la force de travail industrielle et où les conditions de travail sont pires et le taux d'accidents plus élevé (7).

LE NKDP ENTRE LE RÉGIME ET LES MASSES

C'est sur cet arrière-plan de problèmes sociaux non résolus que se base le mouvement pour la démocratisation. Le NKDP se fait le porte-parole des nouvelles couches moyennes. Dans ce sens, c'est un parti moderne, mais dans un autre sens, c'est un parti assez traditionnel, qui a ses bastions notamment dans les régions de Kwangju et Pusan, fiefs de ses deux principaux dirigeants, Kim Dae Jung et Kim Young Sam. C'est là une des sources des sources de tension qui traversent ce parti aujourd'hui.

Son attitude par rapport à la classe ouvrière est caractérisée par la méfiance. Un dirigeant du parti, Lee Taeck Hee, a déclaré : « Nous devons nous baser sur les classes moyennes. Les autres ne s'intéressent pas à la démocratie. » (8) Le dirigeant le plus connu du NKDP, Kim Dae Jung, a ajouté : « Je pense que le mouvement syndical constitue un problème dangereux dans ce pays, parce que les étudiants le dirigent. Les ouvriers apportent une contribution majeure au développement économique, mais ils n'en reçoivent pas les bénéfices et n'ont aucun moyen d'exprimer leurs griefs. » (9) La campagne du NKDP pour des présidentielles directes se situe dans ce cadre-là.

Les dirigeants du NKDP sont d'ailleurs francs sur les enjeux : « Il faut aborder la radicalisation des étudiants et des travailleurs, de manière fondamentale, affirme Kim Young Sam ; leur voix est devenue beaucoup plus forte au cours des dernières années, et la seule manière de les traiter est de donner une forte légitimité au gouvernement. » (10) Ailleurs, Kim Dae Jung affirme : « Si le gouvernement continue à s'opposer à la démocratisation, je suis sûr qu'on va vers la catastrophe. » (11)

Il est donc clair que le NKDP se considère comme le dernier rempart de l'ordre bourgeois, sans être d'ailleurs d'un optimisme débordant sur les possibilités de canaliser le mouvement de masse.

L'analyse du DJP consiste à penser que la situation ne permet pas de modi-

fier le système de domination actuel. Il est probable que Chun Doo Hwan a vraiment l'intention d'abandonner la présidence à la fin de son mandat, en 1988, mais pour conserver l'essentiel du pouvoir dans un système où le pouvoir serait détenu par un premier ministre choisi par le DJP, dont Chun entend conserver la direction. Il est clair que le régime entend résister aux pressions pour une modification réelle du système dans le sens souhaité par le NKDP.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'évolution de la situation et le durcissement du régime face à l'opposition, depuis le début du mois d'octobre. Ayant réussi à mettre un terme aux mobilisations de masse en commençant à négocier avec le NKDP à partir du mois de juin, Chun n'a pas réussi à faire reculer le NKDP sur la question des présidentielles directes, bien qu'il ait réussi à créer des tensions qui lui sont profitables sur cette question. Maintenant, le régime est décidé à se battre, frappant de front les plus résolus de ses ennemis et tentant d'affaiblir les autres en leur offrant la perspective de pouvoir s'intégrer dans un système parlementaire réformé. Le régime se dirige vers un amendement à la Constitution, pour le début de 1987, et il tente d'attirer suffisamment de députés d'opposition pour s'assurer une majorité des deux tiers au Parlement. Lorsqu'ils devront choisir entre l'affrontement — appuyé sur le mouvement de masse — avec Chun ou le compromis avec lui, un certain nombre de députés et de dirigeants du NKDP risquent d'opter pour la deuxième solution, à condition bien sûr que la pression du mouvement de masse ne réduise pas trop leur marge de manœuvre. Comme l'a affirmé Kim Young Sam : « Quelques personnes ont dit que je devrais accepter le système du cabinet (comme proposé par le DJP, ndr.) pour faire un geste de compromis, mais la situation politique en Corée (du Sud) a dépassé ce point-là et nous ne pouvons donc pas utiliser ce système pour faire face au niveau actuel de sentiment anti-gouvernemental. » (12)

Depuis le début du mois d'octobre, et plus précisément depuis la fin des Jeux asiatiques, le 5 octobre, le régime est passé à l'offensive. Le 16 octobre, le député du NKDP, Yoo Sung Hwan, a été arrêté pour un discours qu'il avait fait à l'As-

4. Statistiques du gouvernement sud-coréen, 1983.

5. Voir *Imprecor* numéro 228.

6. Statistiques annuelles du ministère du Travail, 1984.

7. *Korea Communiqué Bulletin*, numéro spécial, juillet 1986. Publié mensuellement à Tokyo par le Japan Emergency Christian Conference on Korean Problems. Ce bulletin représente une précieuse source d'informations et de références sur la Corée du Sud, dont nous nous sommes largement servis pour le présent article.

8. Cité dans *l'International Herald Tribune* du 8 et 9 novembre 1986.

9. *Far Eastern Economic Review* du 13 novembre 1986.

10. Idem.

11. *International Herald Tribune* du 26 septembre 1986.

12. *Far Eastern Economic Review* du 10 juillet 1986.

semblée nationale, dans lequel il affirmait que les priorités politiques du pays devaient être centrées sur l'unification des deux Corées plutôt que sur l'anticommunisme. Depuis, il a été inculpé en vertu de la Loi sur la sécurité nationale (NSL), dont les dispositions sont très sévères. Le 1er novembre a vu l'assaut du campus universitaire de Konkuk par 8 000 policiers anti-émeute et l'arrestation de 1 525 étudiants. Le 4 novembre, le pasteur Moon Ik Hwan a été condamné à 3 ans de prison pour incitation à des protestations antigouvernementales violentes. Parallèlement, après une enquête de trois mois à l'Université nationale de Séoul et dans la zone industrielle de Kuro, dans la banlieue de la capitale, 27 personnes ont été interpellées, soupçonnées d'avoir un projet de création d'un parti marxiste-léniniste basé sur des syndicats clandestins. Depuis, 13 d'entre elles ont été inculpées en vertu de la NSL.

L'OPPOSITION RADICALE

En quoi consiste l'aile radicale du mouvement d'opposition ? Qui est Moon Ik Hwan ? Qui sont les étudiants et dans quelle mesure ont-ils une audience en-dehors des universités ? Moon Ik Hwan est un pasteur protestant qui dirige la coalition Mintongnyon (Mouvement populaire pour la démocratie et l'unification), qui regroupe 23 organisations (syndicats ouvriers libres, organisations de paysans, d'écrivains, d'artistes, d'enseignants, de femmes, de bouddhistes, de protestants, de catholiques et, bien sûr, d'étudiants). Moon avance le mot d'ordre d'un gouvernement des « minjung », c'est-à-dire des ouvriers et des paysans. Il déclare : « *De chaque côté (de la frontière entre le Nord et le Sud, ndr.), des dictateurs se sont servis de la division de la nation comme prétexte pour réprimer le peuple ; donc, le combat pour la démocratie ne doit pas être séparé de celui pour la réunification.* » (12) Moon défend aussi les thèmes de l'expulsion de la présence américaine, militaire et économique, et il s'attaque à l'influence du Japon en Corée du Sud.

Depuis sa création en 1984, le mouvement de Moon a joué un rôle important pour regrouper les forces à gauche du NKDP, pour exprimer les aspirations des ouvriers et des paysans. Il a osé poser la question brûlante de l'unification de la Corée. Mais, au cours de l'année 1986, c'est le mouvement étudiant qui a commencé à reprendre ces questions et de le faire dans le cadre d'une stratégie politique.

Le mouvement étudiant a commencé à relever la tête en 1983-1984, époque à laquelle furent créées dans chaque université des associations d'étudiants qui se sont regroupées dans l'Union nationale des associations étudiantes (Chunhakryon). Parallèlement, il y eût la création de l'organisation Sammintoo (Comité de lutte pour les « minjung », pour la démocratie et pour l'unification nationale). Aujourd'hui, le mouvement étudiant connaît un processus non seulement de radicalisation, mais aussi de politisation

en profondeur. Au cours de l'hiver 1985-1986 sont apparus deux courants politiques, le Minmintoo et le Chamintoo, deux groupes qui semblent aujourd'hui se rapprocher sur la base des positions du Chamintoo (Comité de lutte étudiant pour la réunification nationale et la démocratie contre l'impérialisme et le fascisme). Le processus d'élaboration politique a amené le Chamintoo à parler de la « *théorie de la révolution national-démocratique* », précisée plus tard sous la définition de « *théorie de la révolution des "minjung" pour la démocratisation contre l'impérialisme* » et de « *théorie de la révolution pour la réunification nationale et la démocratie* » (13).

Puisqu'il s'agit d'un mouvement en pleine évolution, il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur l'extrême gauche étudiante. Mais il est clair que ses éléments les plus avancés sont en train d'élaborer une perspective qui propose une révolution, pour résoudre les tâches nationales et démocratiques en Corée, et dont les forces motrices seront les ouvriers et les paysans. Et cela dans le cadre de l'unification avec le Nord. Il est difficile de dire à quel point cette perspective est crédible à une échelle de masse, c'est-à-dire à quel point l'aspiration des masses sud-coréennes à l'unité est freinée par la nature du régime au Nord. Il est également difficile de savoir dans quelle mesure les étudiants révolutionnaires eux-mêmes s'identifient avec le régime de Pyongyang ou quelles seraient leurs critiques éventuelles à son égard.

En revanche, il y a peu de doutes sur l'importance du mouvement étudiant. D'après des sources officielles, les manifestations sur les campus sud-coréens furent presque quotidiennes entre le 2 avril et le 6 mai. Entre le début de l'année et le 7 mai, 166 000 étudiants ont participé à ces manifestations (14). L'importance du mouvement dans les universités est reflétée par le fait que ce sont les étudiants qui constituent actuellement la grande majorité des prisonniers politiques en Corée du Sud. Une récente estimation donne un chiffre de 1 300 détenus politiques, dont 800 étudiants et 200 militants ouvriers, et cela sans compter les 1 200 personnes détenues après la prise du campus de Konkuk, dont 9 vont être inculpées en vertu de la NSL (15).

Quant au pourcentage des étudiants qui constitueraient le « noyau dur » des militants d'extrême gauche, les estimations vont d'un chiffre de 12 000 personnes (sources de l'opposition) à un chiffre se situant entre 1 000 et 5 000 personnes (certains diplomates occidentaux) (16). Mais la vraie question est de savoir si les étudiants sont capables d'enraciner leurs organisations et leurs idées en dehors des universités de manière durable. Pour l'instant, il semble qu'ils y ont partiellement réussi. Le signe le plus net en fut la manifestation d'Inchon, le 3 mai, qui rassembla 10 000 étudiants et ouvriers sur des mots d'ordre antidictatoriaux et anti-américains. Il y a aussi des indices de l'influence des idées de l'extrême gauche étudiante en milieu paysan (17). Et la

déclaration de Kim Dae Jung sur les étudiants qui dirigent le mouvement syndical n'est pas simplement une expression de la paranoïa anticommuniste. En effet, notamment depuis les événements de 1980, beaucoup de militants étudiants victimes de la répression se sont faits embaucher en cachant leur identité.

L'OFFENSIVE DU RÉGIME

À l'heure actuelle, c'est évidemment le régime qui détient l'initiative et qui prend l'offensive, en premier lieu contre le mouvement étudiant. Il est clair que le régime de Séoul s'efforce de briser l'extrême gauche étudiante. Le ministre de l'Intérieur, Kim Chong-Hoh, a déclaré au Parlement que l'occupation du campus de Konkuk était dirigée par des « *terroristes qui soutiennent une révolution communiste violente* » (18). En fait, il semble que le régime est décidé à jouer à fond la carte anticommuniste et essaye de rassembler l'opinion publique des classes moyennes contre la menace de subversion de la « *démocratie* » sud-coréenne. C'est un calcul qui semble être payant.

Cette campagne anticommuniste est aussi un bon moyen d'accroître les pressions sur le NKDP. Le gouvernement a proposé à ce parti la reprise de négociations sur la réforme de la Constitution si le NKDP fait d'abord une déclaration reconnaissant la menace croissante de subversion communiste. L'épouvantail communiste s'insère très bien dans le cadre de l'entreprise de désintégration du NKDP menée par Chun.

Pour l'instant, le mouvement étudiant est sur la défensive face à l'ampleur de la répression et ses capacités de riposte semblent limitées, du moins à Séoul. Et le NKDP semble avoir perdu l'initiative devant l'offensive gouvernementale. Mais les problèmes de fond subsistent. Chun Doo Hwan a les yeux fixés sur l'horizon 1988, date à laquelle il espère remporter deux triomphes : négocier sa propre succession et faire de la Corée du Sud une vitrine mondiale à l'occasion des jeux Olympiques de Séoul. Mais 1988 est encore loin et la reprise en main actuelle par le régime demeure fragile. L'année 1987 peut être « *l'année de tous les dangers* » pour le régime de Séoul. ■

David CAMERON,
13 novembre 1986.

13. *Korea Communiqué Bulletin*, op. cit.

14. Chiffres annoncés par Kang Min-Chang, chef de la Police nationale. Cité dans *Korea Communiqué Bulletin*, op. cit.

15. *Far Eastern Economic Review* du 13 novembre 1986.

16. Idem.

17. Le numéro spécial de *Korea Communiqué Bulletin*, de mai 1986, donne des informations sur l'apparition de mots d'ordre antidictatoriaux et anti-impérialistes dans le mouvement paysan dans la province de Cholla au Sud. Soulignant les limites géographiques de ce phénomène, il ajoute pourtant « *mais ces mots d'ordre ne sont plus ressentis comme étant étrangers ou trop radicaux par la majorité des paysans* ».

18. *Le Monde* du 2 et 3 novembre 1986.

Il y a vingt-cinq ans, naissait le FSLN

LE Nicaragua a célébré avec un faste particulier le 8 novembre dernier le 25^e anniversaire de la création du Front sandiniste de libération nationale et le 10^e anniversaire de la mort au combat de Carlos Fonseca, son principal fondateur (voir interview).

Depuis plusieurs mois, le FSLN a mobilisé la population afin de faire de cette date un événement. Pour la Direction nationale (1), c'est aussi l'occasion de rendre compte de ce qui a été accompli du Programme historique du Front, fait en 1969, mais également des carences et des faiblesses de la révolution et, par là, du chemin qui reste à parcourir comme l'indique la proclamation que nous publions.

Cet anniversaire survient dans une situation économique

DOCUMENT

PROCLAMATION DE LA DIRECTION NATIONALE

Frères nicaraguayens, frères du monde,

Avec la maturité et l'expérience de 25 années de lutte et au milieu de la guerre que nous impose le gouvernement des Etats-Unis, qui aiguise les problèmes économiques et sociaux, nous continuerons à renforcer les rangs du FSLN, incorporant à notre détachement les meilleurs enfants du peuple humble et travailleur, qui se distinguent par leur honnêteté et leur abnégation.

C'est pourquoi :

1 — Nous devons améliorer les méthodes de travail au sein du Front sandiniste ;

Nous devons énergiquement combattre les tendances au bureaucratisme ;

Nous devons être vigilants sur nos propres faiblesses, nous ne pouvons accepter l'arrogance, la suffisance, l'isolement dans les sphères du pouvoir des militants de l'avant-garde ;

Nous devons dépasser les méthodes artisanales par des formes de travail et

d'organisation plus efficaces ;

Nous devons combattre le laxisme et le sectarisme ;

Nous devons préserver, comme l'air et l'eau, les rapports fraternels, la critique constructive, l'humilité, l'unité absolue de l'avant-garde.

Dans ces moments décisifs de notre histoire, affilons l'épée du peuple nicaraguayen, le Front sandiniste de libération nationale.

2 — Nous allons tous nous intégrer aux tâches de la défense militaire de la révolution, jusqu'à ce que tous les Nicaraguayens soient prêts au combat, pour garantir la dérouté stratégique des agresseurs.

3 — Nous allons perfectionner la gestion du gouvernement révolutionnaire pour mieux utiliser les ressources limitées dont nous disposons, guidés par l'économie et l'austérité. En veillant à accomplir les plans prévus, en étant attentifs, en luttant constamment contre les défauts du passé, nous ferons de la gestion gouvernementale un meilleur instrument au service du peuple.

4 — Nous allons améliorer l'organisation des entreprises, avec des contrôles,

plus que difficile et alors que s'est clos le procès du mercenaire américain Eugene Hasenfus, dont l'avion fut abattu le 6 octobre dernier quand il effectuait une livraison d'armes à la contre-révolution pour le compte de la CIA.

Les représentants de deux sections de la IV^e Internationale, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) du Mexique et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de France, ainsi que l'organisation en solidarité fraternelle avec l'Internationale aux Etats-Unis, le Parti socialiste des travailleurs (SWP), figuraient au nombre des invités officiels du Front et nos camarades ont réaffirmé avec force en cette occasion notre soutien à la révolution nicaraguayenne. ■

une coordination et une discipline accrues de la direction et de la base. Les travailleurs de la ville et de la campagne, les techniciens, les administrateurs, les innovateurs doivent élever la production des entreprises.

5 — Nous allons renforcer la lutte idéologique et politique face aux ennemis de la révolution en faisant un travail plus offensif, plus combatif des organisations de travailleurs des villes et des campagnes, de la jeunesse, des techniciens, des Comités de défense sandinistes, des artistes, des journalistes, des femmes, des enfants.

6 — Nous allons approfondir la réforme agraire et le développement social et économique des campagnes, pour garantir les grandes transformations économiques de la révolution.

7 — Nous allons intégrer plus de paysans à l'UNAG (2), instrument d'organisation et de défense des paysans, pour renforcer l'alliance ouvrière et paysanne.

7 — Avec la Constitution de la République, appuyée sur le pluralisme politique, l'économie mixte et le non alignement, nous allons poursuivre le processus d'institutionnalisation de la Révolution populaire sandiniste.

9 — Nous garantirons les droits conquis par les femmes et nous lutterons vigoureusement contre tous les relents de machisme que nous a légués le passé, pour que l'idéal d'une égalité consciente des hommes et des femmes devienne réalité.

10 — Avec le projet d'autonomie de la



1. La direction nationale du FSLN est composée des neuf commandants de la révolution : Daniel Ortega, Tomas Borge, Jaime Wheelock, Humberto Ortega, Bayardo Arce, Henry Ruiz, Victor Tirado, Luis Carrion, Carlos Nunez.

2. Union nationale des agriculteurs et des éleveurs, organisation qui regroupe les petits et moyens paysans organisés ou non en coopératives.

Côte Atlantique, nous ferons un pas décisif pour unir de manière définitive au sein d'une seule nation l'Atlantique et le Pacifique.

11 — Nous serons toujours respectueux des croyances religieuses du peuple. Nous invitons tous les croyants à participer à la défense de cette gigantesque œuvre morale qu'est la libération totale de l'Homme, en nourrissant la foi de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de contradiction entre christianisme et révolution.

12 — Nous poursuivrons notre politique extérieure de non alignement, comme instrument de défense de la paix mondiale et du droit des peuples à la souveraineté, l'autodétermination et l'indépendance. Fidèles à l'ordre juridique international et aux négociations de paix, nous continuerons à défendre le droit à la vie et à la paix du peuple nicaraguayen.

13 — Nous resterons clairement solidaires de la cause des peuples d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique et aux côtés de tous les peuples du monde.

Comme les frères venus d'Allemagne fédérale, de Suisse, d'Espagne, de Belgique, de Cuba ont fécondé de leur sang la

terre du Nicaragua, nous, Nicaraguayens, nous sommes prêts à donner notre vie pour toute cause juste, n'importe où sur la terre, comme en donna l'exemple, le guérillero héroïque, Ernesto Che Guevara.

Nous remercions de sa solidarité le peuple nord-américain qui, sous les formes les plus diverses, a manifesté son refus de la politique terroriste du gouvernement nord-américain. Le jeûne de 48 jours des quatre vétérans de guerre des Etats-Unis a été la plus grande et la plus émouvante expression de l'action et de la solidarité du peuple américain envers le peuple du Nicaragua.

14 — Réitérant notre disposition au dialogue et à une solution pacifique aux conflits, nous continuerons de travailler fermement pour la paix et l'unité des peuples d'Amérique centrale.

15 — C'est par notre action exemplaire et conséquente que nous, militants du Front, rendrons le meilleur hommage à nos héros qui nous rappellent aujourd'hui que leur sang ne fut pas versé en vain. ■

Direction nationale du FSLN,
Managua, 8 novembre 1986.

Carlos Fonseca, maillon vital

Interview de Tomas Borge

NOUS reproduisons ci-dessous une interview du commandant de la révolution, Thomas Borge, unique survivant des fondateurs du FSLN, aujourd'hui ministre de l'Intérieur, parue dans le bulletin de septembre 1986 de l'Agence latino-américaine d'information (ALAI).

Borge analyse les conditions de la fondation du Front en 1961 sous deux de ses aspects, l'impact de la révolution cubaine de 1959 n'étant pas abordé ici.

Premièrement, il décrit la rupture radicale que représente le FSLN par rapport au Parti socialiste nicaraguayen (PSN), nom du parti communiste local.

Deuxièmement, il montre quel fut l'apport de Carlos Fonseca qui, en se réappropriant la lutte de Sandino, faisait des révolutionnaires de cette génération, les héritiers de la tradition anti-impérialiste nicaraguayenne qui renouaient une histoire interrompue en 1934 avec l'assassinat du vieux leader Sandino par Somoza. ■

ALAI : — Quelle est l'histoire du marxisme au Nicaragua, comment s'est opéré le processus d'assimilation et de réappropriation du marxisme par l'avant-garde révolutionnaire ?

Tomas BERGE : — C'est là un sujet intéressant, parce que je pense qu'une des caractéristiques de la révolution nicaraguayenne, c'est que le marxisme n'a pas d'histoire dans ce pays. C'est l'Europe qui porte la responsabilité de cette situation. Les communistes européens et le mouvement ouvrier tel qu'il s'exprimait dans son Internationale, considéraient le nationalisme — et je pense que pour l'Europe, ils avaient raison — comme une idée fondamentalement réactionnaire. Le nationalisme européen a produit Hitler, mais en Amérique latine, ce fut Augusto Cesar Sandino et Emiliano Zapata pour donner juste deux exemples de luttes

nationalistes. Appliquant cette conception à notre continent, un marxiste mexicain en vint même à considérer Sandino comme un « agent de l'impérialisme » (1).

Les immigrants européens se sont dispersés pour la plupart dans le Cône sud de l'Amérique latine, c'est pour cette raison que les idées marxistes sont arrivées relativement tôt dans cette région. Mais en Amérique centrale et particulièrement au Nicaragua, la faiblesse numérique des Européens a fait qu'ils n'apportèrent pas avec eux ces idées révolutionnaires.

Voilà qui explique pourquoi au Nicaragua, le Parti communiste — qui s'appelle le Parti socialiste — n'a pas été fondé avant 1944. Le mouvement ouvrier dans sa première période était essentiellement composé d'artisans. Ce sont ces derniers qui se sont d'abord organisés dans ce pays, des artisans qui s'étaient

décernés eux-mêmes le titre d'ouvriers.

Le mouvement ouvrier nicaraguayen apparaît sous la forme d'organisation politique le 1er mai 1944, pendant la Seconde Guerre mondiale et au moment où le « browderisme » allait laisser de profondes traces sur ce continent. Earl Browder, secrétaire général du Parti communiste américain, pensait que l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat avait disparu. Ce concept fut développé par un parti qui apparut sur la scène politique avant le PSN, le Parti de l'avant-garde du peuple au Costa Rica.

Ainsi, s'étendit l'idée que tout gouvernement qui avait déclaré la guerre au fascisme devait être soutenu à fond. Le mouvement ouvrier au Nicaragua est apparu avec cette déviation, qui était partagée par d'autres courants du mouvement ouvrier politiquement organisé en Amérique latine et qui impliquait un soutien aux dictateurs locaux. Aussi, quand naît le Parti socialiste nicaraguayen, il soutient la dictature de Somoza. C'est pour cette raison que je disais que le marxisme n'a pas d'histoire au Nicaragua.

L'histoire du marxisme au Nicaragua commence en 1944 et c'est une triste histoire, ou plutôt, à proprement parler, ce n'est même pas l'histoire du marxisme. Le marxisme, qui est une théorie révolutionnaire, ne peut être terni par cette tristesse. Ceux qui, dans notre pays, à cette époque, se proclamaient marxistes étaient embourbés dans une politique de collaboration de classe, de soutien à la bourgeoisie et à l'impérialisme américain, qui, comme nous le savons, était alors en guerre avec le fascisme. Je ne veux pas revenir en arrière pour déterminer qui portait la responsabilité historique de cette politique ; je ne veux pas montrer du doigt ceux qui étaient coupables. C'est simplement l'histoire objective, indifférente aux péchés et aux pécheurs.

— Dès le départ, le Front sandiniste — et c'est pourquoi son nom même se réfère à Sandino — met en avant la question nationale et la question sociale — deux questions traditionnellement conçues comme distinctes en Amérique latine, même s'il y a des exceptions comme les travaux de José Carlos Mariategui et, bien sûr, la révolution cubaine.

— Je pense que le premier marxiste, le marxiste le plus lucide a été Carlos Fonseca. Parce que Carlos ne s'est pas contenté d'être un étudiant de la théorie révolutionnaire. Il savait aussi comment l'appliquer dans la réalité concrète du Nicaragua. Il a étudié le marxisme, non les manuels mais la science révolutionnaire. Ni les œuvres de Mariategui ni le monde des expériences révolutionnaires ne lui étaient étrangers.

Comment Carlos Fonseca a-t-il ap-

1. Augusto Cesar Sandino se rend à Mexico entre juin 1929 et février 1930 pour solliciter un appui à la lutte qu'il mène alors au Nicaragua. Bien loin de lui apporter un quelconque soutien, le Parti communiste mexicain le dénoncera dans son organe officiel *el Machete*.

préhendé la réalité du Nicaragua ? Il l'a approchée en étudiant l'histoire de ce pays et en particulier de Sandino. Si l'on doit créditer quelqu'un d'avoir fait ressurgir la figure historique de Sandino, c'est bien Carlos Fonseca. C'était chez lui une obsession, au meilleur sens du terme, de penser que Sandino était inconnu dans ce pays, envoyé délibérément à la mort et à l'ostracisme de l'oubli par la dictature de Somoza et l'impérialisme. Et non seulement par la dictature somoziste mais aussi par les autres forces politiques nicaraguayennes. S'il leur arrivait de mentionner le nom de Sandino, ce n'était que pour essayer de salir sa réputation. Quand ils ont assassiné Sandino, tous les partis politiques, les libéraux comme les conservateurs, ont sablé sa mort au champagne et, depuis lors, ont commencé à l'ignorer. Somoza mit sous clef tous les documents, lettres et proclamations de Sandino mais committit l'erreur de publier une grande partie de ces papiers qu'il avait en sa possession dans un livre qui s'intitulait « Sandino, le calvaire de Las Segovias » (région au nord-ouest du Nicaragua, ndlr.). Ce fut une des plus importantes sources bibliographiques redécouvertes par Carlos Fonseca. Les recherches de Gregorio Selser jouèrent également un très grand rôle. Il effectua un travail très important, deux livres sur Sandino (2), qui furent reproduits par Carlos Fonseca au Nicaragua. Silvio Mayorga participa activement à la préparation de ces travaux, publiés clandestinement dans le pays. En plus, Carlos commença à conduire des recherches sur Sandino parmi les combattants de la lutte des années 1930 qui avaient survécus.

Quand le Front sandiniste fut fondé en 1961, Carlos Fonseca insista pour que l'organisation s'appelle sandiniste parce que le terme remplaçait le mouvement révolutionnaire nicaraguayen dans l'histoire du Nicaragua en se réappropriant l'élément anti-impérialiste, partie intrinsèque de l'histoire de ce pays, et en lui donnant un contenu révolutionnaire.

Ce que devait dire Ricardo Morales plus tard lorsqu'il écrivit qu'« *il faut étudier notre histoire et notre réalité en tant que marxistes et étudier le marxisme en tant que Nicaraguayens* » (3) est un résultat direct de la philosophie développée par Carlos Fonseca.

S'il est peut-être possible de parler aujourd'hui d'une histoire du marxisme au Nicaragua, ce doit être traité en terme de qualité.

C'est une histoire vibrante et profonde, mais ce n'est pas une longue Histoire.

Propos recueillis par ALAI, septembre 1986.

2. Gregorio Selser, écrivain et journaliste argentin, a publié trois livres sur Sandino, « Sandino, général des hommes libres », « Sandino, le guérillero » et « la petite armée folle ».

3. Ricardo Morales Aviles, écrits de prison 1968-1971, dans « no pararemos de andar jamas », Editorial Nueva Nicaragua, 1983.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

FEMMES

Rencontre des féministes socialistes

Le second Forum européen des socialistes féministes s'est tenu à Hambourg les 7 et 8 novembre. Le premier avait eu lieu à Copenhague en 1985.

Le thème de cette rencontre portait sur « les femmes et les restructurations du travail ». Tout d'abord, ce qui se dégageait de la brève présentation de la situation dans chacun des pays représentés, c'était l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. De même, partout, les effets de la crise sur l'emploi ont des conséquences particulières sur les femmes. Divers aspects de cette question ont été discutés. Quels sont les emplois que les femmes occupent ? Quelles sont leurs motivations ? Quelle est leur place dans la main-d'œuvre ? Quelle relation ont-elles au travail et comment vivent-elles leur situation familiale ? Enfin, comment les licenciements massifs affectent-ils les femmes ?

La discussion aborda également les relations entre l'Etat, les femmes et la

place qu'elles occupent dans le marché du travail, avec un point particulier sur les démarches entreprises au sein du Parlement européen.

Le débat a mis à jour le travail important qui a été fait sur cette question par celles qui se définissent elles-mêmes comme féministes socialistes aujourd'hui. Cette dénomination recouvre un grand nombre de femmes, qu'elles appartiennent ou non à un parti politique, communiste, social-démocrate, d'extrême gauche ou marxiste révolutionnaire.

Cent dix femmes étaient présentes, représentant 15 pays. Les pays du Nord de l'Europe étaient largement représentés, notamment parce que la conférence se déroulait en anglais. Les participantes convinrent que l'expérience reflétée dans le forum était celles des femmes européennes blanches et que les problèmes spécifiques des immigrées, réfugiées politiques et des Européennes noires, comme par exemple les femmes nées en Angleterre, les Anglaises noires, n'étaient pas présents dans la discussion. Cette carence devra être comblée pour la prochaine rencontre.

Un troisième forum des féministes socialistes sera organisé en novembre 1987, probablement dans l'Etat espagnol. Les documents issus de la conférence de Hambourg seront publiés en Grande-Bretagne.

AL-MITRAQA EST PARUE

Le numéro 3 d'*Al-Mitraqa*, revue communiste révolutionnaire pour toute la région arabe, est paru. Au sommaire de ce numéro :

- La crise de l'OLP, un bilan.
- Dossier sur l'intégrisme islamique (première partie) :
 - Onze thèses sur la résurgence actuelle de l'intégrisme islamique ;
 - Le courant intégriste en Egypte ;
 - La bourgeoisie et le mouvement intégriste en Syrie ;
 - Les mouvements intégristes au Liban.
- Le nouveau programme du Parti communiste d'URSS.

Al-Mitraqa est trimestriel. Abonnement (trois numéros) : 50 francs. Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à *Quatrième Internationale-Al-Mitraqa*, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.



MILITARISATION

Forum du mouvement pacifiste catalan

Les 22 et 23 novembre prochains se tiendra la rencontre du mouvement pacifiste catalan qui demeure actif. Il faut d'ailleurs se souvenir que le « non » à l'OTAN a été majoritaire en Catalogne lors du référendum de mai dernier. Après différentes propositions des collectifs et coordinations qui existent, l'ordre du jour définitif du débat est le suivant :

- Les perspectives du mouvement et son organisation ;
- Les répercussions de la course aux armements, de l'entrée dans l'OTAN et de la militarisation du territoire ;
- Les dangers de guerre dans la Méditerranée ;
- Les formes d'action du mouvement pacifiste ;
- La solidarité internationale.

Aujourd'hui, bien qu'étant centrée contre les bases américaines établies sur le territoire de l'Etat espagnol, la campagne du mouvement pacifiste a d'autres activités. Ainsi, un travail en commun est effectué avec la Coordination catalane de solidarité avec le Nicaragua autour du mot d'ordre « Cent millions contre la contra » ; de même avec la Charte écologique et alternative contre le nucléaire. Enfin, ces derniers temps, l'attention du mouvement s'est portée sur la solidarité avec l'objectif de conscience Francesco Alexandri, qui est à l'hôpital militaire de Barcelone à la suite d'une grève de la faim entreprise pour protester contre son incarcération après avoir proclamé son objection de conscience durant son service militaire.

Après les résultats du référendum sur l'OTAN, s'est ouverte en effet une nouvelle phase pour le mouvement anti-guerre où les thèmes de confrontation avec le gouvernement espagnol se sont diversifiés. La désobéissance civile, notamment au niveau fiscal, la lutte contre le nucléaire, l'antimilitarisme, pour ne prendre que quelques exemples, sont des thèmes de débat dans le mouvement, tant sur le terrain du contenu politique que sur celui de l'activité quotidienne des collectifs. Il était donc nécessaire de préparer un large débat de fond sur ces questions.

Par le seul ordre du jour, certains débats de la rencontre auront un caractère d'information, comme la nucléarisation et la militarisation de la Méditerranée, d'autres, en revanche, susciteront sans aucun doute des discussions plus profondes. Ce sera le cas du débat sur les perspectives et l'organisation du travail pour les mois qui viennent et des formes d'organisation que doit prendre le mouvement. Il est logique que ces thèmes suscitent un vif intérêt et ils concentreront certainement l'attention de ces journées.

Sur la question de l'antimilitarisme,

il existe depuis un certain temps déjà un débat ouvert dans l'ensemble du mouvement. Des positions différentes, qui se sont parfois affrontées, existent dans le mouvement pour la paix sur la question de la lutte contre le service militaire et le droit à l'objection de conscience. Et ce n'est pas l'unique sujet en débat. Par exemple, les formes de lutte que doit adopter le mouvement, l'utilisation de la violence et de la non violence provoqueront sans doute des échanges assez vifs. Le but de ces journées est de favoriser la confrontation des différentes sensibilités qui existent sur les questions de la paix et de l'antimilitarisme, pour approfondir et étendre la campagne, car, au-delà des divergences d'opinions sur tel ou tel sujet, il y a un très large accord entre les différents collectifs qui forment le mouvement pacifiste. C'est ce qui devrait s'exprimer dans les mobilisations à venir des prochains mois. ■

REVUES

Chroniques Vietnamiennes

Nous annonçons la parution de la revue *Chroniques Vietnamiennes*, éditée par le Groupe trotskyste vietnamien en France (LCR). Cette publication est trimestrielle. Elle est vendue au numéro (15 francs) ou par abonnement (60 francs par an pour la France, 75 francs pour l'Europe, 85 francs pour l'étranger par avion). Abonnement de soutien à partir de 100 francs.

Chèques libellés à l'ordre de PEC, à adresser à *Chroniques Vietnamiennes*, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. ■

GUATEMALA

Communiqué de l'URNG

Vinicio Cerezo, président démocrate-chrétien du Guatemala, vient de se détourner de toute perspective de dialogue avec les révolutionnaires guatémaltèques regroupés dans l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Exiger des révolutionnaires, comme préalable à toute discussion, qu'ils déposent les armes, ce qu'évidemment ces derniers refusent catégoriquement, conduit en effet à une solution exclusivement militaire.

Cerezo est dans une position peu confortable, pris entre les aspirations démocratiques d'un mouvement de masse qui a repris vigueur (cf. Inprecor numéro 226 du 22 septembre 1986) et l'intransigeance de la hiérarchie militaire qui considère que toute négociation avec les insurgés serait une reconnaissance de

facto de la guérilla et, par là même, une trahison de l'armée.

Nous publions le communiqué transmis par l'URNG le 28 octobre dernier.

Au peuple du Guatemala et à l'opinion publique internationale,

Après dix mois du nouveau gouvernement civil, il est nécessaire d'exiger sans délai du président qu'il tienne les promesses qu'il a faites durant sa campagne électorale. Le moment est venu de présenter non des succès ou réalisations spectaculaires mais les lignes directrices de la politique qu'entend suivre le gouvernement.

Il ne suffit pas de proclamer à grand renfort de publicité la proposition de mettre en route un processus de démocratisation pour que la proclamation se traduise en une politique et des mesures gouvernementales.

Loin d'avoir assisté à des changements dans les structures du pouvoir et dans les véritables centres de décision (l'armée, ndlr.), il ya eu une augmentation de la répression contre la population civile, le niveau de vie des familles s'est détérioré de façon alarmante, toutes sortes d'obstacles sont dressés à la liberté syndicale, les différentes églises du pays n'ont pas été écoutées quand elles exigeaient des changements dans les forces répressives, les disparitions et les assassinats se poursuivent, des milliers de réfugiés se trouvent toujours dans d'autres pays sans possibilité de retour.

Le haut commandement militaire, avec l'accord du gouvernement, cherche une solution militaire, en essayant d'anéantir le mouvement révolutionnaire et en terrorisant la population. Face à cette politique extrémiste, les forces révolutionnaires de l'URNG ont dû maintenir leur activité militaire.

Au lieu de faire porter tous ses efforts à la mise en œuvre d'une véritable démocratie, le gouvernement s'est contenté de réitérer ses appels à déposer les armes. Mais cela a déjà trop duré et le peuple ne peut attendre éternellement.

Une fois de plus, l'URNG réaffirme sa volonté politique de dialoguer et de discuter sur les conditions minimales d'un processus de démocratisation. Elle souligne également qu'il existe la possibilité d'une véritable solution politique mais qu'en tout état de cause ce n'est pas là le chemin pris par le gouvernement. ■

ETATS-UNIS

Une nouvelle loi anti-immigrés

Le 17 octobre, le Congrès américain a adopté une nouvelle loi sur l'immigration qui aggrave encore les conditions de vie et de travail des travailleurs migrants, pour la plupart mexicains, qui, par milliers, franchissent le Rio Grande pour tenter leur chance aux Etats-Unis.

Cette loi, connue sous le nom de pro-

jet Simpson-Mazzali, du nom des députés républicains qui l'ont présenté, contient une série de mesures qui donneront à la police de l'immigration toute latitude pour augmenter les contrôles dans les quartiers « latinos », les entreprises et les grandes propriétés où travaillent les immigrés. De même, elle permettra d'accroître les expulsions.

Pour camoufler ses aspects les plus anti-démocratiques, la loi présente ce qui se veut une amnistie des illégaux déjà présents aux Etats-Unis. Les personnes qui sont entrées dans le pays avant le 1er février 1982 pourront solliciter un permis de séjour temporaire, voire permanent, s'ils remplissent une série de conditions. Les immigrés doivent donc prouver qu'ils demeurent aux Etats-Unis depuis cette date en fournissant leur déclaration d'impôts, talons de chèques et autres papiers administratifs qu'ils ne peuvent évidemment détenir puisqu'ils sont clandestins. De plus, la loi prévoit que toute fausse déclaration dans la demande de permis de séjour sera passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans. Le délai pour la régularisation va jusqu'en juin 1988, passée cette date, ils seront expulsés vers leur pays.

L'autre aspect de cette loi concerne l'embauche des immigrés mexicains. L'utilisation de cette main-d'œuvre est une véritable aubaine pour les employeurs de certains Etats. En Californie par exemple, des industries entières, la restauration, la confection, l'agriculture, embauchent quasi exclusivement des clandestins qui, cela va sans dire, n'ont aucun droit ni protection sociale et perçoivent des salaires sans comparaison avec ceux d'un travailleur nord-américain. Une disposition de la loi entérine d'ailleurs cette situation. Elle permettra d'embaucher des ouvriers agricoles pour une durée maximum de trois ans, après quoi, il sera interdit à ces derniers de rester sur le territoire des Etats-Unis.

La police de l'immigration, qui compte actuellement 3 700 personnes, va voir ses effectifs augmenter de 50 % dans les deux ans qui viennent et s'est vue dotée d'un budget en hausse de 800 millions de dollars, somme non négligeable en ces périodes de vaches maigres !

Enfin, en même temps qu'il approuvait cette loi anti-immigrés, le Congrès refusait de reconnaître le droit d'asile à des milliers de réfugiés venant du Salvador, du Honduras et du Guatemala, qui ont fui la répression des régimes soutenus par le gouvernement américain. ■

MEXIQUE

Contre la dette extérieure

En Amérique latine, le 23 octobre a été, comme l'an dernier, une journée d'action continentale contre la dette (cf. Inprecor numéro 229 du 3 novembre 1986).

Au Mexique, l'un des plus importants débiteurs de l'Amérique latine, cette journée a vu une large mobilisation des organisations syndicales et populaires, la tenue de divers forums, rencontres et tables rondes de discussions sur cette question.

Nous publions ci-dessous une résolution adoptée à cette occasion par la « Table de concertation syndicale » qui regroupait les organisations syndicales indépendantes du gouvernement, parue dans le journal de nos camarades mexicains du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), Bandera socialista, du 26 octobre 1986.

Le 21 février 1986, le président Miguel de la Madrid a proposé d'ajuster le règlement du service de la dette extérieure aux capacités réelles de paiement du pays. Sept mois après, il annonçait la renégociation de cette même dette qui s'est encore accrue et atteindra en 1987 les 110 milliards de dollars faisant du Mexique le pays le plus endetté du monde.

Cet endettement et l'obstination à vouloir payer cette somme astronomique signifie un approfondissement de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, la poursuite d'une politique qui diminue le salaire réel des travailleurs, un taux de chômage officiel de 15 %, une croissance constante de l'inflation, l'élévation des prix des biens et des services, la diminution des dépenses sociales en matière de santé, d'éducation, de logement, les attaques contre les travailleurs, les atteintes brutales contre les droits syndicaux, la baisse des prestations sociales.

A cette date, le modèle de développement choisi par le gouvernement, dit de reconversion industrielle, n'a été synonyme que de licenciements et de fermetures d'entreprises en prétextant que la modernisation jette inéluctablement à la rue des milliers de travailleurs. Les cas se sont multipliés : aciéries de Monterrey, Dina, Acros, Aeromexico, Renault, Ficar, etc. Il s'est accompagné d'une soi-disante reconversion qui signifie en fait la surexploitation de la main-d'œuvre et la modification du processus de production dans le but avoué d'accroître la productivité, auquel il faut ajouter le refus réitéré de toute augmentation des salaires et des prestations sociales. De plus, il faut souligner que nombre d'entreprises publiques et privées ont profité de ces licenciements pour se débarrasser des syndicats indépendants, des dirigeants des organisations démocratiques et des conventions collectives avec la complicité des syndicalistes corrompus et des responsables officiels du travail.

Les organisations partie prenante de la Table de concertation syndicale proposent aux organisations syndicales, paysannes et populaires de se joindre à la bataille pour les objectifs suivants :

— une politique qui puisse sortir le pays de la crise et qui suspende donc obligatoirement le paiement de la dette extérieure et des intérêts ;

— une augmentation salariale d'urgence de 50 % et l'établissement de

l'échelle mobile des salaires ; contre les licenciements et la fermeture des entreprises ; pour la semaine de 40 heures payée 56 et l'assurance chômage ;

— le respect des conventions collectives et des syndicats ;

— le respect des droits des travailleurs garantis par la constitution. ■

GRANDE-BRETAGNE

Justice pour les mineurs !

Inprecor a suivi longuement le conflit qui opposa, voici deux ans, les mineurs britanniques à la direction des Charbonnages qui, sous prétexte de restructuration, a fermé des dizaines de puits, mettant au chômage des milliers de mineurs et faisant de régions entières des zones mortes.

« Aujourd'hui, seize mois après la fin de la grève des mineurs de 1984-1985, 480 personnes sont toujours sous le coup du lock-out décrété par le patronat des Charbonnages. Six grévistes sont toujours en prison, ce sont des prisonniers politiques dont le crime a été de défendre les principes et les idées sur lesquels le mouvement ouvrier britannique s'est construit ».

C'est ainsi qu'Arthur Scargill, le président du Syndicat national des mineurs (NUM), résume le conflit qui oppose toujours le NUM et le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne afin d'obtenir justice pour les mineurs. Cet article de Scargill est paru dans le premier numéro d'un feuillet *Justice* qui est la lettre d'information de la Campagne nationale *Justice* pour les mineurs (NJMC).

Les objectifs de cette campagne sont les suivants :

— Soutien à la résolution présentée par le NUM et adoptée par le congrès du Parti travailliste et le Congrès des syndicats (TUC) en juin 1985 ;

— Soutien aux mineurs licenciés et emprisonnés, solidarité financière par le Fonds national de solidarité du NUM ;

— Popularisation du projet de loi « *Justice pour les mineurs* » qui vise à obtenir l'amnistie pour tous les mineurs licenciés ;

— Appel au TUC et au Parti travailliste afin qu'ils refusent toute reconnaissance et toutes relations avec les scissionnistes du Syndicat démocratique des mineurs (UDM), syndicat jaune qui s'est formé contre le NUM pendant la grève ;

Autour de cette plate-forme, la NJMC a organisé une conférence durant les congrès du TUC et du Parti travailliste en octobre dernier afin de redoubler d'efforts pour soutenir les mineurs touchés par la répression.

Vous pouvez recevoir les numéros de *Justice* en écrivant à NJMC, 26 the Avenue, Durham DH41 4ED Grande-Bretagne et en joignant votre soutien financier (chèques à l'ordre de National *Justice for Mineworkers Campaign*). ■